



# Programme de travail et Budget Pour 2018 & 2019 (Supplémentaire)

## Projet de programme de travail et budget biennal pour 2018/2019 (supplémentaire)

### Introduction

Le budget-programme a été préparé conformément aux dispositions du règlement financier du PROE et est exprimé en USD. Le Secrétariat propose un budget équilibré des revenus et dépenses anticipés de 28 998 044 USD pour 2018 et 33 236 447 USD pour le budget supplémentaire de 2019.

Le format du budget-programme de 2018/2019 est aligné sur les priorités du Plan stratégique 2017/2026 du PROE. Il conserve toutefois des aspects de l'état récapitulatif des dépenses et des recettes du PROE, qui établit pour chaque cible un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

### Format du budget-programme

Le budget est structuré autour des quatre programmes opérationnels du Secrétariat (changement climatique, écosystèmes insulaires et marins, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance et gouvernance environnementale) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses, et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le tableau 1 présente la synthèse globale des recettes et des dépenses totales escomptées des quatre programmes opérationnels ainsi que de la direction générale et des services d'entreprise.

Le tableau 2 présente le résumé global des recettes et dépenses totales anticipées par les objectifs régionaux et organisationnels du nouveau plan stratégique 2017/2026.

Le tableau 3 présente le budget de base. Les recettes du budget de base devraient atteindre 4,03 millions de dollars en 2018, soit une augmentation de 24 % par rapport au budget de 2017.

Concernant le budget supplémentaire pour 2019, la majorité du budget de base est consacrée à la haute direction et aux services d'entreprise (5,2 millions USD) ainsi qu'au Programme de Soutien (40 561 USD) alloué aux écosystèmes insulaires et marins (24 715 USD) et la surveillance et gouvernance environnementale (15 846 USD).

Le tableau 4 présente les dépenses du budget de base ventilées par type de dépense. Les frais du personnel devraient connaître une hausse de 24 % par rapport à 2018. Cette augmentation s'explique principalement par le fait que bon nombre des postes vacants en 2018 seront pourvus, y compris au sein la nouvelle division PCU.

Le tableau 5 résume le budget du programme de travail avec des dépenses de 28,07 millions d'USD en 2019, soit une augmentation de 3,1 millions d'USD ou 12 % par rapport aux prévisions budgétaires pour 2018.

Le tableau 6 présente les dépenses du budget du programme de travail ventilées par type de dépense.

La présentation du budget-programme de 2018/2019 commence par une brève introduction de la priorité stratégique, suivie des objectifs, indicateurs de performance et activités prévues au cours des deux prochaines années. Celles-ci reflètent les cibles et les objectifs du nouveau plan stratégique 2017/2026 du PROE et sont toutes liées aux chiffres budgétisés avec des sources de financement identifiées.

Ces chiffres budgétaires sont classés par frais de personnel, de fonctionnement ou d'investissement en fonction des cibles identifiées dans le Plan stratégique. Lorsqu'un financement est « à identifier », son intégration dans le budget repose sur l'existence, au moment de la composition du budget, d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité de l'obtenir en vue de son utilisation en 2018/2019 soit au moins égale à 50 %. Pour 2018/2019, nous avons adopté une approche très prudente du budget et n'avons donc prévu aucune allocation pour des dépenses non garanties.

### Dépenses

Le montant des dépenses proposées pour 2018 s'élève à 28 998 044 USD. Ce montant est supérieur au budget approuvé de 2017 (15 164 886 USD), ce qui représente une augmentation conséquente de 13 833 158 USD.

## Projet de programme de travail et budget biennal pour 2018/2019 (supplémentaire)

L'augmentation du budget entre 2017 et 2018 s'explique principalement par l'anticipation de nombreux nouveaux projets en préparation qui sont susceptibles d'être finalisés avant la fin de 2017 dont notamment PacWaste Plus (UE), les services d'information climatique pour la planification du développement résilient à Vanuatu (FVC), Intra-ACP AMCC + (EU), Projet AMCC + SUPA (EU), Renforcer la résilience au changement climatique des communautés insulaires vulnérables dans les États fédérés de Micronésie (Fonds pour l'adaptation), EDF-11PEUMP (UE).

Le budget supplémentaire pour 2019 reflète également une nouvelle augmentation des dépenses pour un montant de 33 236 447 USD, soit un accroissement de 4 238 403 USD résultant des dépenses supplémentaires prévues pour les nouveaux projets qui devraient démarrer en 2018, ainsi que d'autres nouveaux projets tels que le FED 11\_OCT qui sera achevé d'ici fin 2018.

### Recettes

Le budget de 2018 est essentiellement financé par les donateurs. Le montant total des fonds disponibles pour 2018 comprend (a) le revenu de base et (b) le revenu du programme de travail. Le total des recettes pour (a) le budget de base s'élève à 4 037 390 USD, tandis que celles pour (b) le programme de travail se montent à 28 067 007 USD et proviennent des différents partenaires de développement et autres donateurs à travers les mécanismes de financement des programmes et des projets. La majeure partie (88,7 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 4,3 % pour les contributions des Membres, incluant les contributions impayées et les contributions volontaires. La partie résiduelle de 8,8 % provient de sources internes.

Le budget supplémentaire 2019 repose lui aussi principalement sur les fonds des donateurs. Le total des recettes pour (a) le budget de base s'élève à 5 169 440 USD, tandis que celles pour (b) le programme de travail se montent à 28 067 007 USD et proviennent des différents partenaires de développement et autres donateurs à travers les mécanismes de financement des programmes et des projets. Une allocation similaire est maintenue pour l'ensemble des revenus provenant des cotisations des membres (4 %), des donateurs (88 %) et les 8 % restants provenant de sources internes.

Le Secrétariat prévoit de gagner, en 2018, 1 654 515 USD de frais de gestion sur les programmes, contre 1 075 475 USD en 2017. Cette augmentation est

directement liée à la hausse prévue pour l'ensemble des dépenses qui résulte du lancement de nouveaux projets en 2018.

L'estimation des frais de gestion programmées pour le budget supplémentaire de 2019 est de 2 385 835 USD, ils correspondent aux nouveaux projets actuellement en préparation et qui devraient être totalement opérationnels d'ici fin 2018.

### Documents présentés au titre du budget-programme 2018/2019

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (tableau 1)  
Résumé du budget global - par objectifs régionaux et organisationnels (tableau 2)
- B. Financement du budget de base moins les dépenses par programme (tableau 3)  
Financement du programme de base moins les dépenses par type (tableau 4)
- C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (tableau 5)  
Financement du programme de travail moins les dépenses par type (tableau 6)
- D. Composition du financement (tableau 7)
- E. Barème et allocation des contributions pour 2018-2019.
- F. Détails du budget-programme 2018/2019
  - Objectifs régionaux 1-4 :
  - Objectifs organisationnels 1-5 :
- G. Analyse budgétaire détaillée par résultats
  - Résilience aux changements climatiques (2018 et 2019)
  - Écosystèmes insulaires et marins (2018 et 2019)
  - Gestion des déchets et lutte contre la pollution (2018 et 2019)
  - Surveillance et gouvernance environnementale (2018 et 2019)
- H. Budget de fonctionnement des services généraux
- I. Annexes
  - Graphique 1 - Allocations budgétaire 2017 par priorité
  - Graphique 2 - Allocations budgétaire 2018 par priorité
  - Graphique 3 - Allocations au budget supplémentaire 2019 par priorité
  - Graphique 4 - Progression du budget entre 2009 et 2019

## ÉTAT RÉCAPITULATIF DU BUDGET DU PROE 2018 &amp; 2019

	2018 Budget			2019 Budget			2019 Supplementary Budget		
	Objectif organisationnel	Objectifs régionaux	Total	Objectif organisationnel	Objectifs régionaux	Total	Objectif organisationnel	Objectifs régionaux	Total
<b>RECETTES</b>									
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>4,037,290</b>	<b>24,960,754</b>	<b>28,998,044</b>	<b>4,271,168</b>	<b>25,450,674</b>	<b>29,721,842</b>	<b>5,169,440</b>	<b>28,067,007</b>	<b>33,236,447</b>
<b>DÉPENSES</b>									
<b>Direction générale et services administratifs</b>									
Direction générale	1,051,242	81,250	1,132,492	1,389,242	81,250	1,470,492	2,533,561	98,973	2,632,534
Services généraux	1,977,162	-	1,977,162	1,847,839	-	1,847,839	2,066,460	-	2,066,460
Information et communications	901,230	-	901,230	911,430	-	911,430	528,858	103,911	632,769
<b>Direction générale et services administratifs</b>	<b>3,929,634</b>	<b>81,250</b>	<b>4,010,884</b>	<b>4,148,511</b>	<b>81,250</b>	<b>4,229,761</b>	<b>5,128,879</b>	<b>202,884</b>	<b>5,331,763</b>
<b>Programmes</b>									
Changement climatique		13,141,160	13,141,160		14,337,021	14,337,021		14,357,460	14,357,460
Biodiversité et gestion écosystémique	27,033	7,281,637	7,308,670	24,623	5,814,522	5,839,145	24,715	77,447,718	7,769,433
Gestion des déchets et lutte contre la pollution		2,829,110	2,829,110		3,774,258	3,774,258		4,045,234	4,045,234
Surveillance et gouvernance environnementale	80,623	1,627,597	1,708,220	98,034	1,443,623	1,541,657	15,846	1,716,712	1,732,558
<b>Total Programmes</b>	<b>107,656</b>	<b>24,879,504</b>	<b>24,987,160</b>	<b>122,657</b>	<b>25,369,424</b>	<b>25,492,081</b>	<b>40,561</b>	<b>27,067,007</b>	<b>27,904,684</b>
<b>DÉPENSES TOTALES</b>	<b>4,037,290</b>	<b>24,960,754</b>	<b>28,998,044</b>	<b>4,271,168</b>	<b>25,450,674</b>	<b>29,721,842</b>	<b>5,169,440</b>	<b>27,269,891</b>	<b>33,236,447</b>
<b>EXCÉDENT/DÉFICIT NET</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Tableau 1: budget de base et Programme</b>									

<b>SPREP BUDGET SUMMARY - YEAR 2018 &amp; 2019</b>									
	2018 Budget			2019 Budget			2019 Supplementary Budget		
	Organisational Goals	Regional Goals	Total	Organisational Goals	Regional Goals	Total	Organisational Goals	Regional Goals	Total
<b>INCOME</b>									
<b>TOTAL INCOME</b>	<b>4,037,290</b>	<b>24,960,754</b>	<b>28,998,044</b>	<b>4,271,168</b>	<b>25,450,674</b>	<b>29,721,842</b>	<b>5,169,440</b>	<b>28,067,007</b>	<b>33,236,447</b>
<b>EXPENDITURE</b>									
<b>Regional Goals</b>									
Regional Goal 1	-	14,871,322	14,871,322	-	15,466,207	15,466,207	-	15,851,487	15,851,487
Regional Goal 2	-	5,520,097	5,520,097	-	4,587,580	4,587,580	-	6,243,548	6,243,548
Regional Goal 3	-	3,035,158	3,035,158	-	3,930,488	3,930,488	-	4,214,978	4,214,978
Regional Goal 4	-	1,534,177	1,534,177	-	1,466,399	1,466,399	-	1,756,995	1,756,995
<b>Total Regional Goals</b>	<b>-</b>	<b>24,960,754</b>	<b>24,960,754</b>	<b>-</b>	<b>25,450,674</b>	<b>25,450,674</b>	<b>-</b>	<b>28,067,007</b>	<b>28,067,007</b>
<b>Organisational Goals</b>									
Organisational Goal 1	925,012	-	925,012	926,802	-	926,802	897,525	-	897,525
Organisational Goal 2	19,222	-	19,222	27,413	-	27,413	12,973	-	122,973
Organisational Goal 3	2,821,966	-	2,821,966	3,036,408	-	3,036,408	3,840,869	-	3,840,869
Organisational Goal 5	271,090	-	271,090	280,545	-	280,545	308,073	-	308,073
<b>Total Organisational Goals</b>	<b>4,037,290</b>	<b>-</b>	<b>4,037,290</b>	<b>4,271,168</b>	<b>-</b>	<b>4,271,168</b>	<b>5,169,440</b>	<b>-</b>	<b>5,169,440</b>
<b>TOTAL EXPENDITURE</b>	<b>4,037,290</b>	<b>24,960,754</b>	<b>28,998,044</b>	<b>4,271,168</b>	<b>25,450,674</b>	<b>29,721,842</b>	<b>5,169,440</b>	<b>28,067,007</b>	<b>33,236,447</b>
<b>NET SURPLUS/DEFICT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Tableau 2 : Budget de base moins dépenses par programme</b>									
Regional Goal 1 - Pacific people benefit from strengthened resilience to climate change									
Regional Goal 2 - Pacific people benefit from healthy and resilient island and ocean ecosystems									
Regional Goal 3 - Pacific People benefit from improved waste management and pollution control									
Regional Goal 4 - Pacific People benefit and their environment benefit from commitment to and best practice of environmental governance									
Organisational Goal 1 - SPREP has information, and communication systems that get the right information to the right people at the right time and influence positive organisational, behavioural and environmental change									
Organisational Goal 2 - SPREP has multi-disciplinary processes in programme delivery and in supporting members to develop national and regional policies and strategies									
Organisational Goal 3 - SPREP has a reliable and sustainable funding base to achieve environmental outcomes for the benefit of the Pacific islands region and manages its programmes and operations to stay within its agreed budget									
Organisational Goal 4 - SPREP is leading and engaged in productive partnerships and collaborations									
Organisational Goal 5 - SPREP has access to a pool of people with the attitudes, knowledge, skills to enable it to deliver on its shared regional vision									

<b>BUDGET DE BASE</b>					
	<b>Budget 2018</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Supplementary Budget 2019</b>	<b>% 2019 Évolution</b>	<b>% 2019 Évolution</b>
<b>RECETTES</b>					
Contributions des Membres	1,069,774	1,069,774	1,069,774	0%	0%
Contributions volontaires des Membres	53,489	53,489	80,000	0%	50%
Arriérés de contribution	50,000	50,000	82,000	0%	64%
Arriéré de contribution volontaires	63,630	63,630	63,630	0%	0%
Contributions du pays hôte (Samoa)	20,327	20,327	20,327	0%	0%
Intérêts bancaires	-	-	-	0%	0%
Financement par les bailleurs	825,555	917,556	1,614,671	11%	96%
Divers	150,000	150,000	150,000	0%	0%
Services de gestion des programmes	1,654,515	1,796,392	1,939,037	9%	17%
Autres revenu	150,000	150,000	150,000	0%	0%
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>4,037,290</b>	<b>4,271,168</b>	<b>5,169,440</b>	<b>6%</b>	<b>28%</b>
<b>DÉPENSES</b>					
Frais de personnel	3,929,634	4,148,511	5,128,879	6%	31%
Changement climatique	-	-	-	0%	0%
Biodiversité et gestion écosystémique	27,033	24,623	24,715	-9%	-9%
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	-	-	-	0%	0%
Surveillance et gouvernance environnementale	80,623	98,034	15,846	22%	-80%
<b>DÉPENSES TOTALES</b>	<b>4,037,290</b>	<b>4,271,168</b>	<b>5,169,440</b>	<b>6%</b>	<b>28%</b>
<b>EXCÉDENT/DÉFICIT NET</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			
<b>Tableau 3 : Budget de base moins dépenses par programme</b>					

<b>BUDGET DE BASE</b>					
	<b>Budget 2018</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Supplementary Budget 2019</b>	<b>% 2019 Évolution</b>	<b>% 2019 Évolution</b>
<b>RECETTES</b>					
Contributions des Membres	1,069,774	1,069,774	1,069,774		0%
Contributions volontaires des Membres	53,489	53,489	80,000		0%
Arriérés de contribution	50,000	50,000	82,000		0%
Arriéré de contribution volontaires	63,630	63,630	63,630		0%
Contributions du pays hôte (Samoa)	20,327	20,327	20,327		0%
Intérêts bancaires	-	-			0%
Financement par les bailleurs	825,555	917,556	1,614,671		11%
Divers	150,000	150,000	150,000		0%
Services de gestion des programmes	1,654,515	1,796,392	1,939,037		9%
Autres revenu	150,000	150,000	150,000		0%
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>4,037,290</b>	<b>4,271,168</b>	<b>5,169,440</b>		<b>6%</b>
<b>DÉPENSES</b>					
Frais de personnel	2,598,577	2,615,488	3,214,209	1%	24%
Dépenses d'investissement	223,700	70,500	81,250	-68%	-64%
Consultance	33,000	104,500	24,500	217%	-26%
Déplacements officiels	115,000	117,000	452,500	2%	293%
Dépenses générales et de fonctionnement	942,912	959,180	985,981	2%	5%
Développement professionnel du personnel	49,000	49,000	48,000	0%	-2%
Manifestations spéciales (Conférence du PROE)	57,000	333,000	338,000	484%	493%
Formations et ateliers	18,100	22,500	25,000	24%	38%
<b>DÉPENSES TOTALES</b>	<b>4,037,290</b>	<b>4,271,168</b>	<b>5,169,440</b>	<b>6%</b>	<b>28%</b>
<b>EXCÉDENT/DÉFICIT NET</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>

Tableau 4 : Financement du budget de base moins dépenses par type





## COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018&amp;2019

SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET	% of Total Budget 2018	2018		% of Total Budget 2019	2019		Supplementary 2019
		TOTALS			TOTALS	Budget 2019	
<b>I) Budget de base</b>			<b>1,257,220</b>			<b>1,257,220</b>	<b>1,315,731</b>
- Contributions actuelles des Membres	3.7%	1,069,774		3.6%	1,069,774	3.2%	1,069,774
- Arriérés de contribution	0.2%	50,000		0.2%	50,000	0.2%	82,000
- Contributions volontaires des membres	0.2%	53,489		0.2%	53,489	0.2%	80,000
- Arriérés de contribution volontary	0.2%	63,630		0.2%	63,630	0.2%	63,630
- Contributions du pays hôte (Samoa)	0.1%	20,327		0.1%	20,327	0.1%	20,327
- Autres recettes	0.0%			0.0%		0.0%	
<b>II) Autres produits</b>			<b>300,000</b>			<b>300,000</b>	<b>300,000</b>
- Intérêts	0.0%	-		0.0%	-	0.0%	-
- Autres recettes	1.0%	300,000		1.0%	300,000	0.9%	300,000
<b>III) Services de gestion des programmes</b>			<b>1,654,515</b>			<b>1,796,392</b>	<b>2,385,835</b>
- Services de gestion des programmes	5.7%	1,654,515		6.0%	1,796,392	6.0%	2,385,835
<b>IV) Financement externe</b>							
<b>A). Financement bilatéral</b>			<b>4,108,801</b>			<b>3,847,145</b>	<b>4,026,852</b>
<b>Australie</b>							
- Gouvernement australien - extrabudgétaire	9.4%	2,739,560		9.5%	2,829,931	8.3%	2,762,385
- Gouvernement australien - hors extrabudgétaire	0.0%			0.0%		0.0%	
<b>Nouvelle-Zélande</b>							
- NZAID extrabudgétaire	3.5%	1,005,237		3.1%	909,114	2.7%	897,497
- NZAID hors extrabudgétaire	1.0%	303,505		0.4%	108,101	1.1%	366,972
<b>É.-U.</b>							
- USAID	0.0%			0.0%		0.0%	
- NOAA	0.2%	60,500		0.0%	-	0.0%	-
<b>B). Financement multilatéral</b>			<b>21,478,597</b>			<b>22,473,429</b>	<b>25,160,372</b>
- Adaptation Fund	6.8%	1,972,010		8.8%	2,618,290	8.1%	2,677,495
- Bureau météorologique Australie	3.0%	863,544		0.3%	85,020	1.2%	386,170
- Climate Analytics	0.8%	240,000		0.8%	240,000	0.8%	212,614
- Commonwealth Scientific and Industrial	0.3%	88,030		0.0%	-	0.0%	-
- Union européenne	26.8%	7,764,450		28.2%	8,381,508	31.3%	10,398,706
- Union européenne - UICN	1.3%	388,800.00		1.3%	388,800	0.8%	266,971
- GIZ	0.4%	125,959		0.0%	-	0.0%	-
- Green Climate Fund (GCF)	20.7%	6,000,000		26.2%	7,800,000	23.2%	7,707,972
- Gouvernement allemand	5.9%	1,699,912		3.7%	1,098,937	4.1%	1,353,617
- Island Conservation	0.1%	35,000		0.0%	-	0.0%	-
- Organisation maritime internationale	0.3%	79,100		0.3%	79,100	0.2%	79,100
- UICN	0.4%	102,250		0.4%	132,250	0.6%	215,189
- Trust PEW	0.5%	154,189		0.0%	-	0.1%	24,139
- Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)	0.1%	39,340		0.0%	-	0.0%	-
- CPS-UE	0.5%	148,439		0.6%	182,205	0.1%	32,800
- Programme des Nations Unies pour le développ	0.0%	-		0.0%	-	0.0%	-
- Programme des Nations Unies pour l'environn	5.2%	1,515,238		4.1%	1,227,630	4.7%	1,565,911
- Bureau météorologique du Royaume-Uni	0.7%	208,000		0.7%	209,000	0.7%	209,000
- OMM	0.2%	54,336		0.1%	30,689	0.1%	30,689
<b>C). Autres</b>			<b>197,909</b>			<b>47,656</b>	<b>47,656</b>
- Autres bailleurs	0.7%	197,909		0.2%	47,656	0.1%	47,656
<b>TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS</b>			<b>28,998,044</b>			<b>29,721,841</b>	<b>33,236,446</b>
<b>TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER</b>	0.0%						
<b>TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES</b>	100.0%		<b>\$28,998,044</b>	100.0%		<b>\$29,721,842</b>	<b>\$33,236,447</b>

Tableau 7: COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018-2019

<b>BARÈME ET ALLOCATIONS DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES</b>				
<b>POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018 &amp; 2019</b>				
<b>2018 &amp; 2019</b>				
	<i>Barème approuvé</i>	Quotes-parts		<b>Additional</b>
	<i>du PROE</i>	actuelles		<b>contributions</b>
	<b>%</b>	<b>USD \$</b>		<b>pledge</b>
Samoa américaines	0.95%	10,184		
Australie	17.30%	185,106	20%	37,021.20
Îles Cook	0.95%	10,184		
États fédérés de Micronésie	0.95%	10,184		
Fidji	1.90%	20,360		
France	12.55%	134,202		
Polynésie française	1.90%	20,360	10%	\$2,035.98
Guam	1.90%	20,360		
Kiribati	0.95%	10,184		
Îles Marshall	0.95%	10,184		
Nauru	0.95%	10,184		
Nouvelle-Calédonie	1.90%	20,360	20%	4,071.96
Nouvelle-Zélande	12.55%	134,202	20%	\$26,840.50
Nioué	0.95%	10,184		
Mariannes du Nord	0.95%	10,184		
Palaos	0.95%	10,184		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.90%	20,360		
Samoa	1.90%	20,360		
Îles Salomon	1.90%	20,360		
Tokélaou	0.95%	10,184		
Tonga	0.95%	10,184		
Tuvalu	0.95%	10,184	20%	\$2,036.87
Royaume-Uni	12.55%	134,202		
États-Unis d'Amérique	17.46%	186,787		
Vanuatu	1.90%	20,360		
Îles Wallis et Futuna	0.95%	10,184		
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>1,069,774</b>		<b>72,007</b>

# **Présentation détaillée du budget-programme**

**OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée**

# OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

2026 Regional Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	2018 Budget Estimates US\$			2019 Budget Estimates US\$		
RO1.1 Renforcer la capacité des Membres insulaires océaniques à encadrer, prioriser et gérer, au niveau national, l'adaptation au changement climatique (ACC), l'atténuation (EDN) et la réduction des risques de catastrophes (RRC), en vue d'accomplir leurs objectifs nationaux en termes d'environnement et de développement, et de satisfaire à leurs obligations volontaires et légales en vertu des accords conclus aux niveaux régional et international	1.1.1 Programmes de renforcement institutionnel qui appuie l'intégration et la mise en œuvre intégrée de l'ACC, de la RRC et du développement faible en carbone (DFC) dans les plans de développement nationaux prévus au budget, dans au moins 30 % des ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports faisant état d'au moins 3 ÉTIO ayant intégré l'ACC, la RRC et le DFC dans les plans de développement nationaux opérationnels</li> </ul>	1. L'aide est prodiguée sur demande et si les ressources sont disponibles pour aider les ÉTIO avec les rapports de la CCNUCC.	<b>CCD</b>	<b>Sous Total – 778,422</b>			<b>Sous Total –525,721</b>		
			2. Des propositions de projets visant à soutenir les ÉTIO sur ce point sont en préparation.		Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
			3. Des outils d'intégration seront disponibles via le PCCP		397,062	348,410	348,410	348,410	177,311	
	4. Déploiement du pack de démarrage dans les États fédérés de Micronésie, aux Îles Tuvalu, au Samoa et en PNG	Source de financement			Source de financement					
			5. Soutien du développement des plans de gestion et de suivi des risques pour les déchets causés par les catastrophes dans le cadre de la stratégie d'un Pacifique plus propre 2025, dont l'adaptation au changement climatique	<b>WMPC RO3.1.1,3; 3.3.1</b>	AU	175,100	AU	207,418	BM	4,179
			6. Soutenir l'intégration de ACC, RRC & développement à faible intensité de carbone dans le processus de développement des NEMS.		<b>EMG</b>	BM	2,959	GC	237,868	NX
						GI	82,448	SP	11,800	
					MU	36,478				
					NX	303,505				
					SP	125,439				
					UNSECURED	52,493				
	1.1.2 Project pipelines to be signed by the end of 2017		1. Le projet de services d'informations climatiques de Vanuatu pour un développement résilient (Van-CIS-RDP) - FVC	<b>CCD</b>	<b>Sous Total – 10,612,010</b>			<b>Sous Total –12,753,778</b>		
			2. Le projet AMCC+ (Intra – ACP) + - EU		Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
			3. Le projet AMCC+ SUPA - EU			10,612,010			12,753,778	
	4. Le projet IMPACT - Analyses climatiques	Source de financement			Source de financement					
			5. Les communautés dans les États fédérés de Micronésie		AF	1,972,010	AF	2,654,995	CL	212,614
			6. Préparation du FVC à Niue - FVC		CL	240,000	EE	2,453,566	GC	7,432,604
			7. Préparation du FVC en République des îles Marshall- FVC		EE	2,400,000	GC	6,000,000		
					GC	6,000,000				
RO1.2 Minimiser les diverses pressions appliquées aux écosystèmes insulaires océaniques vulnérables en adoptant des approches écosystémiques de l'adaptation au changement climatique, notamment des réponses à l'acidification des océans et à la montée du niveau des océans, afin de préserver la biodiversité et les systèmes fournis par les écosystèmes qui assurent la survie et le développement durable	1.2.1 L'adaptation écosystémique est intégrée dans les plans d'adaptation nationaux d'au moins 3 ÉTIO	<p>a) Au moins 4 ÉTIO ont intégré l'adaptation écosystémique dans leurs stratégies de planification nationales et 5 autres ÉTIO sont soutenus dans ce même processus.</p> <p>b) Un renforcement des capacités et des formations relatives à la planification et aux réponses d'adaptation visant à relever le défi de l'acidification des océans et de la montée du niveau des océans sont mis en œuvre dans au moins 4 ÉTIO, ce qui donne des projets/programmes tangibles</p>	1. Mise en œuvre du projet PPOA	<b>CCD BEM</b>	<b>Sous Total – 1,818,052</b>			<b>Sous Total – 1,515,458</b>		
			2. Mise en œuvre du projet d'adaptation océanique au changement climatique basée sur les écosystèmes (PEBACC) :		Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
			3. À partir des résultats de la cartographie et d'une évaluation de la résilience sociale et des écosystèmes (ESRAM), mettre en place les projets de démonstration EbA aux Fidji (Taveuni et la province de Macuata), dans les Salomon (les îles de Honiara et Wagina) et au Vanuatu (Port Vila et l'île de Tanna)		575,899	1,238,121	4,032	457,778	1,057,680	
	4. Concevoir et appliquer des plans de suivi et d'évaluation pour les activités de démonstration du PEBACC.	Source de financement			Source de financement					
			5. Quantifier le service écosystémique et les avantages socio-économiques des activités de restauration et de protection et communiquer les résultats aux Fidji, aux Îles Salomon et au Vanuatu.		AU	70,484	AU	70,540	GR	1,353,617
			6. Intégrer les leçons apprises avec les projets de démonstration du PEBACC ainsi que les meilleures pratiques dans les programmes et développements de politiques régionales		GR	1,699,912	MU	47,656	MU	47,656
			7. Former les nationaux à évaluer et cartographier les écosystèmes et l'adaptation au changement climatique à des échelles pertinentes par le biais d'ateliers de formation et d'activités sur place aux Fidji, aux Îles Salomon et au Vanuatu		MU	47,656	NZ	43,645		

# OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

2026 Regional Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activités	Responsible Programme(s)	2018 Budget Estimates US\$			2019 Budget Estimates US\$		
			8. Distribuer les outils de priorisation EbA (par ex. analyses des coûts-bénéfices). 9. Dresser et/ou soutenir des dispositifs de gouvernance qui favorisent des approches intersectorielles, durables et intégrées en matière d'adaptation écosystémique sur des sites avec le projet PEBACC 10. Développer les moyens de communication et les produits de sensibilisation afin de promouvoir des options d'intégration en matière d'adaptation écosystémique de l'adaptation écosystémique dans les politiques, les plans et les projets associés au changement climatique 11. Soutenir des actions qui mettent à profit des possibilités de réduire les menaces ( <b>émissions de GES, déchets de catastrophe, pollution de l'air, de l'eau et des sols</b> ) émergeant de la gestion des déchets (par ex. : conversion des déchets en énergie, bonnes pratiques pour des opérations sur le terrain, réduction des emballages)							
			12. Soutenir l'intégration en matière d'adaptation écosystémique dans le processus de développement des NEMS	<b>EMG</b>						
RO1.3 Améliorer les capacités des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) dans les domaines de la prévision météorologique, des systèmes d'alerte précoces, des projections à long terme, et amélioration des services climatiques en appui à la prise de décision des membres et de la coordination du Conseil météorologique océanien	1.3.1 Au moins 4 SMHN disposent de cadres pour les services climatiques intégrés de manière transversale dans les agences gouvernementales et au sein des communautés	a) Au moins 3 nouveaux pays sont accrédités auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale b) Au moins 2 SMHN ont mis en place et amélioré les systèmes météorologique et hydrologique d'alerte précoce, et améliorent l'intégration transversale dans les agences gouvernementales et au sein des communautés. c) Au moins 4 SMNH disposent de cadres pour les services climatiques et de forums sur les perspectives climatiques d) Au moins 5 SMN ont intégré les connaissances traditionnelles dans leurs produits de connaissances climatiques	1. Coordination régulière des groupes du Conseil météorologique océanien (CMO) 2. Soutenir la présidence du groupe météorologique pour l'aviation des îles du Pacifique aux réunions de l'OACI 3. Appliquer la Stratégie météorologique des îles du Pacifique 2017-2026 révisée ainsi que la feuille de route pour la mise en œuvre dans la région du Pacifique de services climatiques renforcés. 4. Appliquer les recommandations du CMO et les résultats ministériels. 5. Soutenir le CMO-5 et le PMMM-3 6. Développer des outils pour des systèmes d'alerte précoce et soutenir les ÉTIO 7. Soutenir le Forum de prévision climatique des îles du Pacifique (PICOF) 8. Aider les pays à mettre en place des Forums de prévision climatologique nationaux (NCOF) et à développer les cadres des services climatologiques nationaux 9. Convoquer des Forums de prévisions climatiques en ligne (OCOFs) et proposer des formations, des conseils et des ressources documentaires pour des prévisions saisonnières. 10. Soutenir le SNM des îles océaniques dans la mise en place de produits de connaissances traditionnelles (CT) 11. Soutenir le SNM pour l'intégration de CT dans les produits de connaissances climatiques 12. Soutenir les SNM pour la communication sur les produits de connaissance intégrés	<b>CCD</b>	<b>Sous total – 1,415,995</b>			<b>Sous total –794,143</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					501,373	914,622	0	534,214	259,929	0
					Source de financement			Source de financement		
					<b>AU</b>	<b>192,234</b>		<b>AU</b>	<b>172,463</b>	
<b>BM</b>	<b>860,586</b>		<b>BM</b>	<b>381,991</b>						
<b>NO</b>	<b>60,500</b>		<b>UM</b>	<b>209,000</b>						
<b>PF</b>	<b>39,340</b>		<b>WM</b>	<b>30,689</b>						
<b>UM</b>	<b>209,000</b>									
<b>WM</b>	<b>54,335</b>									
				<b>EMG</b>						

# OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

2026 Regional Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activités	Responsible Programme(s)	2018 Budget Estimates US\$			2019 Budget Estimates US\$		
RO1.4 Aider les Membres insulaires océaniques à avoir accès et à gérer des financements destinés à lutter contre le changement climatique, et dans les processus nationaux d'accréditation	1.4.1 Les Membres insulaires océaniques reçoivent un appui via des informations et une aide technique afin d'améliorer leurs systèmes nationaux pour obtenir des accréditations et des financements climatiques	a) Au moins 3 ÉTIO ont reçu des informations et un appui technique en vue d'obtenir des financements climatiques et de renforcer leurs institutions nationales. b) Le PROE peut justifier d'au moins 4 projets/programmes approuvés en tant qu'entité régionale de mise en œuvre pour le financement climatique	1. Les services de diffusion sur les occasions de financement du changement climatique se poursuivront au même titre que les manifestations directes d'intérêt. 2. Sur demande, une aide sera apportée aux ÉTIO pour des projets dans le cadre de la fonction du PROE comme entité régionale responsable de la mise en œuvre de projets 3. Mettre en place des ateliers de formation pour les outils d'aide à la prise de décisions et à la planification de projets d'adaptation	<b>CCD</b>	<b>Sous total – 163,202</b>			<b>Sous total – 176,445</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
			<b>109,952</b>	<b>53,250</b>		<b>116,745</b>	<b>59,700</b>			
			Source de financement			Source de financement				
					AU	<b>140,202</b>	AU	<b>135,445</b>	SP	<b>21,000</b>
					SP	<b>23,000</b>	GC	<b>20,000</b>		
RO1.5 Aider les Membres insulaires océaniques à élaborer des réponses politiques aux questions de perte et de dommage, ou au changement climatique ou aux déplacements de population générés par des catastrophes naturelles	1.5.1 Au moins 3 ÉTIO ont élaboré des politiques relatives à la perte ou aux dommages	a) Un répertoire reprenant les pertes et les dommages est établi et indique qu'au moins 3 ÉTIO ont été aidés dans l'élaboration de politiques en matière de dommages.	1. Le PCCP va créer une page dédiée aux questions relatives aux pertes et dommages. 2. Aider les ÉTIO, sur demande, pour mettre en œuvre des politiques, sous réserve de disposer des ressources suffisantes	<b>CCD</b>	<b>Sous Total – 83,640</b>			<b>Sous Total –85,942</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
			<b>83,640</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>85,942</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
			Source de financement			Source de financement				
					AU	<b>83,640</b>	AU	<b>85,942</b>		
			3. Soutenir la réalisation de cet indicateur dans le processus de développement des NEMS 4. Soutenir la mise en œuvre de plans qui sont associés à la gestion et aux activités de gestion de catastrophe	<b>EMG</b> <b>WMPC</b> <b>3.1.3:3.2.1,3</b>						

<b>TOTAL OBJECTIF RÉGIONAL 1</b>		<b>2018 Budget</b>	<b>2019 Budget</b>
	<b>Total Frais de personnel</b>	<b>\$1,667,926</b>	<b>\$1,543,088</b>
	<b>Total Frais de fonctionnement</b>	<b>\$13,199,364</b>	<b>\$14,308,399</b>
	<b>Total Capital</b>	<b>\$4,032</b>	
	<b>Total Frais de personnel</b>	<b>\$ 14,871,322</b>	<b>\$15,851,487</b>

# OBJECTIF RÉGIONAL 1 : Les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée

2018-2019

<i>BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 &amp; 2019</i>		
	<i>USD\$</i>	<i>USD\$</i>
	2018	2019
<b>Personnel Costs:</b>		
Australia XB	545,224	531,813
Australia Bureau of Meteorology	292,888	386,170
Green Climate Fund		237,868
GIZ	82,448	-
Government of Germany	505,415	387,237
Multi Donor	36,478	-
Pacific Is. Forum Secretariat	39,340	-
Secretariat of the Pacific Community	113,639	-
UNSECURED	52,493	-
<b>Sub Total</b>	<b>1,667,926</b>	<b>1,543,088</b>
<b>Operating Costs:</b>		
Adaptation Fund	1,972,010	2,654,995
Australia XB	116,435	139,994
Australia Bureau of Meteorology	570,656	-
Climate Analytics	240,000	212,613
European Union	2,400,000	2,453,566
Green Climate Fund	6,000,000	7,452,604
Government of Germany	1,190,465	966,380
Multi Donor	47,656	47,656
US - NOAA	60,500	-
New Zealand XB	303,505	108,101
Secretariat of the Pacific Community	34,800	32,800
United Kingdom Metrology Office	209,000	209,000
World Metrology Organisation	54,336	30,689
<b>Sub Total</b>	<b>13,199,364</b>	<b>14,308,399</b>
<b>Capital Costs:</b>		
Government of Germany	4,032	-
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$14,871,322</b>	<b>15,851,487</b>

<b>BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY 2018 &amp; 2019</b>		
	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>COUNTRY</b>	<b>USD\$</b>	<b>USD\$</b>
American Samoa	1,700	1,300
Fiji	65,157	23,868
Federated States of Micronesia	8,000	-
Kiribati	181,857	118,868
Marshall Islands		369,105
Nauru	2,500	242,550
Regional	14,215,551	8,103,810
Solomon Islands	-	8,300
Samoa	109,232	-
Tokelau	65,157	23,869
Tonga	21,600	-
Tuvalu	135,410	95,000
Vanuatu	65,157	6,864,817
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$14,871,322</b>	<b>\$15,851,487</b>

**OBJECTIF RÉGIONAL 2**  
**Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes  
insulaires et océaniques sains et résistants**

## OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$				
					<b>Sub Total – 882,792</b>			<b>Sub Total – 930,278</b>				
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel		
					135,124	747,668	0	290,979	639,299	0		
					Source de financement			Source de financement				
RO2.1 Gérer et protéger efficacement les écosystèmes marins et côtiers ; atténuer les incidences des activités de pêche afin de garantir la bonne santé des espèces protégées, et réduire le rejet de substances polluantes marines qui augmentent les risques sanitaires humains afin de disposer d'océans sains et productifs qui garantissent la sécurité alimentaire et le développement durable	2.1.1 Les Membres du PROE, d'autres organisation et partenaires régionaux ont un accès aisé à de meilleures informations relatives à l'utilisation durable et à la conservation des ressources océaniques et de la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ)	a) Quatre nouveaux exposés techniques et politiques portant sur la gestion des océans, les ABNJ/BBNJ, le suivi des ODD relatifs aux océans, l'exploitation des fonds marins et les questions y afférentes sont développés et coordonnés par le PROE et ses partenaires.	1. Fournir des présentations techniques et une assistance aux membres et aux missions des PEID à l'ONU sur la biodiversité au-delà de la juridiction nationale (BJN) et les indicateurs d'ODD, lors des réunions Prep Comm sur la BJN, par le biais de groupes de travail interrégionaux et entre les sessions.	<b>BEM: C&amp;M</b>	AU	53,679	715,155	AU	44,616	24,139		
			2. Produire des projets de description des biorégions marines pour la région océanique avec des partenaires et des experts.		NZ	72,891		NZ	71,772			
			3. Apporter une aide légale et technique pour la mise en œuvre de zones et biodiversité situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-BBNJ), ainsi que des descriptions d'exploitation des fonds marins pour les partenaires techniques et les pays Membres		PW	41,067		EE	706,812			
			4. Soutenir l'intégration de la conservation des mers, des côtes et des espèces marines dans le processus de développement des NEMS.	<b>EMG</b>		5. Compilation d'ensemble de données spatiales régionales pour la biorégionalisation marine	<b>WMPC RO3.1.2</b>			IU	82,939	
			6. Convocation d'ateliers sur la biorégionalisation de représentants des PÉID et d'experts			PW				24,139		
			7. Soutenir les actions de valorisation des bonnes pratiques en matière d'élimination des déchets dans les secteurs de la pêche et de la navigation qui ont des effets négatifs sur les écosystèmes côtiers (déchets, engins de pêche, eaux de ballast)	<b>WMPC RO3.1.1,2; 3.3.1</b>		8. Soutenir les actions de valorisation des bonnes pratiques en matière d'élimination des déchets pour éviter les matières plastiques en milieu marin	<b>TAMS</b>					
			1. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet FED-11 du PEUMP :									
				2.1.2 La capture accessoire d'espèces protégées au cours d'opérations de pêche commerciale est atténuée dans la pêche d'un ÉTIO majeur.	a) Au moins trois activités de formation destinées à la pêche commerciale sont menées dans la région afin de renforcer l'atténuation des captures accessoires. b) La collaboration dans le domaine de la capture accessoire établie avec les industries de la pêche et les agences concernées est étayée par la mise en œuvre de collectes de données plus efficaces sur les captures accessoires et les méthodes de contrôle, au moins au niveau des juridictions nationales	a) Revoir la portée et l'efficacité des pratiques d'atténuation existantes						
						b) Créer des relations de travail avec les organismes de pêches, les conseillers, les gestionnaires de flottes de pêche, les skippers, les capitaines et les équipages de bateaux de pêche						
						c) Développer et proposer un module de formation, fondé sur des modèles qui ont donné de bons résultats						
d) Travailler avec les organismes de pêche régionaux et nationaux ainsi que des observateurs des pêches pour mettre en place des méthodes d'atténuation des captures dans les juridictions nationales												

## OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
	2.1.3 Les informations disponibles sur l'état des récifs coralliens océaniques sont plus précises, faciles d'accès et utiliser afin de parvenir à une planification et une gestion des récifs coralliens plus efficaces dans 20 % des ÉTIO	a) Une base de données sur les récifs coralliens est développée et l'état des récifs coralliens du Pacifique ainsi que des tendances qui s'y rapportent sont actualisés. b) Le profil environnemental d'au moins trois pays est amélioré, grâce à des informations issues de ladite base de données	1. Développer une base de données des récifs coralliens de la région Pacifique avec les membres et partenaires du GCRMN (Réseau mondial pour la surveillance des récifs coralliens). 2. Fournir l'état et les tendances en matière de récifs coralliens à l'échelle nationale et les intégrer dans les rapports et les programmes environnementaux nationaux, y compris l'évaluation de l'état de l'environnement 3. Aider les pays Membres à accéder à des formations et des directives dans l'évaluation et le contrôle des habitats côtiers et des récifs coralliens	<b>C&amp;M</b>		
	2.1.4 Des exemples d'analyses des écosystèmes côtiers et marins plus précis ont été développés, mis en œuvre et mis à la disposition des Membres.	a) Une analyse et une cartographie intégrée des écosystèmes, ainsi que des évaluations rapides de la biodiversité sont effectuées dans au moins deux ÉTIO et les enseignements tirés sont communiqués aux Membres, qui les utilisent	1. Terminer la cartographie et l'analyse des écosystèmes pour 2 pays dans le cadre du projet PEUMP du FED-11 (Projet marin pour le Pacifique de l'Union européenne). 2. Compléter l'actualisation du Plan d'action régional pour le Pacifique sur les wetlands qui comprend des récifs coralliens	<b>C&amp;M</b>		
	2.1.5 La stratégie relative à la gestion des eaux de ballast est mise en œuvre dans les pays insulaires océaniques	a) La stratégie relative à la gestion des eaux de ballast est mise en œuvre dans 7 ÉTIO a) Réserve de projet à signer avant la fin de l'année 2018	1. Voir 2.4.1 : Le développement du projet FEM6 comprendra la mise en œuvre de la stratégie de gestion des eaux de ballast à Tuvalu. 1. Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin du FED-11 2. Phase 2 du Programme de gestion de la biodiversité et des aires protégées (BIOPAMA)	<b>ISP, WM</b>		
					<b>Sub Total - 2,188,800</b>	<b>Sub Total – 3,796,770</b>
					Frais de personnel	Frais de personnel
					<b>2,188,800</b>	<b>3,796,770</b>
					Source de financement	Source de financement
					EU EU-ICN	EU EU-ICN
					1,800,000 388,800	3,529,800 266,970
RO2.2 Soutenir la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes marins, côtiers et terrestres, et de la biodiversité, en conformité avec les engagements régionaux et internationaux	2.2.1 Amélioration des capacités de gestion pour les zones protégées dans au moins 20 % des ÉTIO	a) Formation en planification et gestion de la protection d'aires marines dispensée dans quatre ÉTIO et évaluation de celle-ci afin de déterminer si les capacités ont été renforcées	1. Projet sur la Gestion de la biodiversité et les zones protégées (Biodiversity and Protected Areas Management - BIOPAMA) de la région du Pacifique à soutenir: a) Analyser les besoins pour des mesures d'efficacité de la gestion des aires protégées (PAME) par le biais de la participation des pays et des feuilles de route nationales existantes pour les objectifs d'Aichi 11. b) Préparer une proposition d'application de financement dans le cadre de la subvention BIOPAMA Action à l'IUCN pour mettre en place des mesures d'efficacité de la gestion et des activités associées à l'échelle régionale et nationale.	<b>C&amp;M, EMG, CS</b>	<b>Sub Total –1,352,791</b>	<b>Sub Total –1,064,331</b>
					Frais de personnel	Frais de personnel
					<b>643,790</b>	<b>443,860</b>
					Frais de personnel	Frais de personnel
					<b>702,001</b>	<b>610,871</b>
					Frais de personnel	Frais de personnel
					<b>7,000</b>	<b>9,600</b>
					Source de financement	Source de financement
					AU CW EE GI IU NZ UE UNSECURED	AU EE IU NZ UE
					335,036 86,355 332,809 41,635 84,950 19,717 426,008 26,282	298,086 197,950 114,950 21,592 431,753

## OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
			<p>c) À partir des feuilles de route nationales existantes pour les objectifs d'Aichi 11.</p> <p>d) Mettre en place des formations nationales sur les outils du portail des aires protégées des îles océaniques, notamment des réunions de formation préliminaires sur les PAME, les normes ouvertes pour les outils de planification de la conservation et Miradi, ainsi que d'autres formations à identifier à partir de la participation des pays par le biais du projet BIOPAMA.</p> <p>e) Mettre en place des formations nationales sur la gestion des données des aires protégées ainsi que l'analyse et les processus de contribution (par ex. la Planification spatiale marine, SIG).</p> <p>f) Soutenir la mise en place de réseaux d'experts sur les aires protégées (AP) nationales avec des mandats clairement définis pour soutenir le travail sur les AP, y compris la compilation des bases de données spatiales des AP nationales.</p> <p>2. Soutenir l'intégration des priorités en matière d'aires protégées dans le processus de développement des NEMS.</p> <p>3. Développer une base de données spatiale sur les AP pour les ÉTIO</p> <p>4. Soutenir les ÉTIO dans le développement de directives PSM</p>			
		b) Production de lignes directrices relatives à la planification de l'espace marin, à la gestion des aires protégées, au suivi et à la surveillance, et diffusion aux Membres et partenaires.	<p>1. Les directives régionales sur la planification de l'espace maritime sont développées pour aider tous les pays dans la région.</p> <p>2. Apporter une assistance technique à la capacité de gestion des PSM et AMP aux Îles Salomon, Fidji, Tonga et Vanuatu avec les partenaires.</p>			
			3. Soutenir le développement des options d'utilisation des terres pour les installations de stockage des déchets et des décharges dans le cadre de l'adaptation au changement climatique qui n'ont pas d'effets négatifs sur la biodiversité et la conservation de l'écosystème.	WMPC 3.1.1,3		

## OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
			<p>4. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la « Trame bleue pour la biodiversité » financé par l'Initiative BEST de l'Union européenne:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Assister la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis et Futuna dans la gestion de la planification spatiale marine (PSM) et des aires marines protégées (AMP).</li> <li>b) Produire et distribuer des directives relatives à la PSM et à la surveillance technologique en anglais et en français pour tous les Membres.</li> <li>c) Fournir une assistance technique aux responsables et principales parties prenantes (par ex. les opérateurs touristiques) sur la mise en œuvre, l'utilisation et la gestion de parcours éducatifs sous-marins en Polynésie française et à Wallis et Futuna.</li> <li>d) Produire et distribuer des directives relatives aux parcours éducatifs sous-marins en Nouvelle-Calédonie en Polynésie française et à Wallis et Futuna.</li> </ul>	BEM		
	<p>2.2.2 Les capacités des ÉTIO à mettre en œuvre l'objectif 3 de la Convention sur la diversité biologique (CBD) sur l'accès et le partage des avantages (APA) sont renforcées afin d'améliorer la gestion et le contrôle des ressources génétiques nationales et locales</p>	<p>a) Trois ÉTIO ont préparé des projets d'instruments et processus politiques relatifs aux APA</p>	<p>1. Dans le cadre du projet régional d'accès et de partage des avantages (APA) financé par le FEM, effectuer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Analyser les biens/valeurs communes, les problèmes et les besoins (notamment les ressources biologiques et les applications de connaissance traditionnelle) entre les pays.</li> <li>b) Trouver une position régionale qui étaye une vision commune et soutienne l'application des politiques APA nationales et les négociations internationales.</li> <li>c) Identifier de nouvelles orientations politiques pour chaque pays et à l'échelle régionale.</li> <li>d) Établir des mécanismes régionaux qui permettent d'apporter un appui technique et à une compréhension régionale permanents.</li> </ul>	<b>Biodiversity, EMG</b>		

**OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants** | **2018-2019**

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
			<ul style="list-style-type: none"> <li>e) Lancer des études exploratoires nationales sur les lois et règlements existants associés au projet APA, notamment l'identification de lacunes et sur la ratification et la mise en œuvre du protocole de Nagoya.</li> <li>f) Hold public awareness workshops targeting decision-makers of the Protocol, as well as increasing understanding of the importance of genetic resources as a source of innovation/driver for benefit- sharing in the national economy.</li> <li>g) Draft national ABS law/regulation/ policy proposals and submitted for approval to competent authorities and assist in preparation of draft documentation for ratification.</li> <li>h) Undertake an assessment of capacities and systems to implement basic provisions of the NP</li> <li>i) Develop or review strategies and action plans for the implementation of ABS measures.</li> <li>j) Create an enabling environment to develop capacity among stakeholders; a supportive basis for countries to take advantage of biodiscovery and commercialisation opportunities; and a supportive institutional framework.</li> <li>k) Exchange of information and experience on development and implementation of the Nagoya Protocol through mutual learning between Pacific countries.</li> </ul>			
			<p>2. Apporter une contribution juridique aux projets de politiques et d'actes en matière d'APA</p>	EMG: 2		

## OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
	2.2.3 La Table ronde océanique pour la conservation de la nature coordonne et met en œuvre de manière efficace le Cadre pour la conservation de la nature et les zones protégées 2014-2020	a) Au moins 50 % des ÉTIO ont atteint l'objectif 11 d'Aichi relatif à l'établissement de zones protégées	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Organiser les réunions annuelles de la Table ronde océanique pour la conservation de la nature (PIRT), et la rencontre associée du groupe de travail sur les aires protégées afin de soutenir efficacement les progrès régionaux des pays océaniques pour atteindre les objectifs d'Aichi 11.</li> <li>2. Renforcer les partenariats et la collaboration régionaux par la ratification de 3 nouvelles agences membres de l'accord de partenariat de la PIRT.</li> <li>3. Travailler avec au moins 2 membres du PIRT pour aider au moins 4 pays à mettre en œuvre les priorités des AP dans leurs feuilles de route pour les objectifs d'Aichi 11.</li> <li>4. Préparer la 10<sup>ème</sup> Conférence sur la Nature en 2020, dont l'examen du Cadre actuel pour la conservation de la nature et la mise au point d'une version nouvelle de cadre.</li> </ol>	<b>Biodiversity</b>		
	2.2.4 Les données, informations et connaissances relatives aux aires protégées dans les ÉTIO sont améliorées, utilisées et facilement accessibles par les Membres et les partenaires via le Portail insulaire océanique des aires protégées (PIOAP)	a) Une série d'ÉTIO et de partenaires se sont associés au PIOAP et l'ont utilisé comme un répertoire permettant de partager des informations sur les aires protégées et la conservation de la biodiversité	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Projet sur la Gestion de la biodiversité et les zones protégées (Biodiversity and Protected Areas Management - BIOPAMA) de la région du Pacifique à soutenir :               <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Saisir et mettre à jour des nouvelles données environnementales vérifiées par les pays et disponibles à l'échelle locale, nationale et des écorégions, et élaborer des rapports sur les résultats nationalement et régionalement par le biais du portail des aires protégées des îles océaniques (PIPAP).</li> <li>b) Faciliter le processus pour établir des modalités d'accords entre pays sur le partage de données (basées sur des procédures et protocoles nationaux).</li> <li>c) Améliorer les fonctionnalités du PIPAP avec un tableau de bord/baromètre en consultation avec un Centre commun de recherche de l'Union européenne en respectant le contexte océanique.</li> <li>d) Compiler des modules de formation, y compris un manuel sur les outils et services du PIPAP et explorer des moyens pratiques de les intégrer dans le renforcement de capacité et des programmes/initiatives de formation à l'échelle régionale et nationale.</li> <li>e) Développer des outils du PIPAP, des moyens de communication et des produits et activités promotionnels qui sont utilisés pour soutenir les processus de prise de décision.</li> </ol> </li> </ol>	<b>Biodiversity, EMG, CS: 1</b>		

## OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
			f) Mettre en place des formations nationales sur les outils du PIPAP et des formations de renforcement des capacités du SIG pour les responsables des AP (complémentaire au point 4.1.1) g) Mettre à jour et améliorer le PIPAP en intégrant une fonction interactive pour favoriser l'établissement de réseaux et les transferts de connaissances, y compris une fonctionnalité pour faciliter les conseils d'experts. h) Développer les bases de données spatiales des AP pour les ÉTIO et les télécharger pour les accords sur le partage de données en attente sur le PIPAP. i) Mettre en place des formations de renforcement des capacités du SIG pour les responsables des AP (complémentaire au point 4.1.1).	EMG: 2-3						
RO2.3 Éviter l'extinction des espèces menacées et appuyer les mesures visant à maintenir leur statut de conservation	2.3.1 Un plan d'action pour les espèces marines (PAEM) actualisé comprenant un chapitre supplémentaire dédié aux requins et aux raies est approuvé par l'ensemble des ÉTIO et utilisé par les ÉTIO comme base pour la conservation des espèces marines menacées	a) Le plan d'action régional pour les espèces marines est examiné et actualisé pour la période 2018-2023. b) Au moins 5 ÉTIO mettent en œuvre des activités dans le cadre du PAEM en vue de protéger et de conserver les espèces marines protégées, avec l'appui du PROE	1. Produire et présenter un projet de PAEM à la Conférence du PROE en 2017 pour collecter des commentaires, puis en 2018 mis à jour. 2. Prodiguer des conseils et une assistance technique aux Membres sur la conservation des espèces marines menacées.	TAMS:1  TAMS:2	<b>Sub total – 560,635</b>			<b>Sub total – 322,070</b>		
			3. Promouvoir le PAEM comme une voie stratégique dans le développement de NEMS pour les pays sélectionnés.	EMG:3	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
				119,605	441,030		82,440	239,630		
				Source de financement			Source de financement			
				EE NZ PW	321,310 126,205 113,120		EE NZ	223,130 98,940		
	2.3.2 Le statut de conservation des tortues marines est suivi de manière régulière et les informations y afférentes sont communiquées aux Membres et aux partenaires	a) La gestion des données reprises dans la base de données de recherches et de suivi des tortues marines (TREDS) est plus efficace et des rapports de mise à jour sont envoyés aux Membres et aux partenaires tous les ans	1. Mettre à jour les TREDS afin que ce soit une application Web plus facile d'utilisation 2. Fournir des ressources qui garantissent que le flux des informations réponde à l'indicateur 3. Soutenir la surveillance communautaire sur les plages de nidification	TAMS						
	2.3.3 Les Membres progressent pour établir deux nouveaux sanctuaires marins dans la région du PROE afin de protéger les espèces menacées	a) Un appui à la planification et à la gestion est offert aux ÉTIO dans le cadre de l'établissement d'au moins deux nouveaux sanctuaires pour les espèces marines	1. Assistance technique et soutien fournis au Samoa et à Tokelau pour renforcer les dispositions juridiques de protection des requins et la mise en place de sanctuaires 2. Formation sur l'application et la conformité délivrée pour les représentants gouvernementaux (agents d'exécution) qui ont créé des sanctuaires pour requins tels qu'au Samoa	TAMS						

## OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
	2.3.4 Des lignes directrices régionales proposant des bonnes pratiques en matière d'écotourisme des espèces sont élaborées et mises en œuvre par au moins 2 ÉTIO.	a) Approbation des bonnes pratiques pour l'écotourisme des espèces par les Membres du PROE et mise en œuvre de celles-ci par au moins 2 ÉTIO	1. Produire et distribuer des directives régionales pour une meilleure pratique en matière d'écotourisme autour des requins et des raies.	TAMS						
RO2.4 Réduire de manière significative l'incidence socio-économique et écologique des espèces envahissantes sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires	2.4.1 Des mesures de gestion et d'éradication des espèces envahissantes sont mises en œuvre dans au moins 4 ÉTIO et un cadre de soutien régional est mis en place	a) Allocation de 4 millions USD à quatre ÉTIO en vue de mettre en œuvre des mesures de gestion et d'éradication b) Allocation de 2 millions USD du Fonds mondial de l'environnement (FEM) pour lutter contre les espèces envahissantes au niveau régional c) Des espèces envahissantes sont éradiquées sur quatre îles d) Les espèces envahissantes sont gérées sur quatre sites	1. Élaborer jusqu'au statut « approuvé » le projet FEM 6 « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique » en comptant les crédits nationaux STAR d'au moins 4 millions USD. 2. Élaborer jusqu'au statut « approuvé » le projet FEM 6 « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique » en comptant sur une assistance régionale d'un fonds mondial supplémentaire réservé de 2 millions USD. 3. Coordonner une rencontre des partenariats sur les espèces envahissantes en 2018 et 2019 afin de garantir la disponibilité d'une aide d'un expert aux Membres pour une large variété d'activités et de problèmes liés aux espèces envahissantes. 4. Déterminer les cibles d'éradication prioritaires lors du stade de développement du projet FEM 6 en 2018. Mettre en œuvre les activités d'éradication prioritaires en 2019. 5. Déterminer les activités prioritaires de gestion des sites lors du stade de développement du projet FEM 6 en 2018. Soutenir la gestion en cours des sites au Tonga, à Niue et au Samoa 6. Soutenir l'intégration de la gestion des espèces envahissantes dans le processus de développement des NEMS. 7. Fournir un conseil sur la prolifération des espèces envahissantes provenant des débris marins.	ISP: 1-5	<b>Sub total – 535,079</b>			<b>Sub total – 130,099</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					149,826	385,253		101,224	28,875	
					Source de financement			Source de financement		
					EE IC MU NZ UE	190,178 35,000 35,000 180,901 94,000	NZ	130,099		
				EMG: 6						
				WMPC 3.1.2						

## OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicators	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$		Prévisions budgétaires 2019 – US\$	
	2.4.2 Les capacités des membres du Réseau océanique d'apprentissage sur les espèces envahissantes (PILN) à gérer et éradiquer les espèces envahissantes sont renforcées via des initiatives menées au sein du réseau	a) Au moins une réunion régionale du PILN est organisée b) Nombre de nouvelles ressources sur la base de données de lutte.	1. Coordonner la mobilisation des données des espèces envahissantes avec des partenaires nationaux. 2. Convoquer une réunion régionale PILN en 2019. 3. Réengager l'équipe du PILN du CNMI afin de redynamiser leur collaboration et participation nationales dans un réseau régional. 4. Apporter une assistance technique au Comité des espèces envahissantes de Micronésie. 5. Apporter une assistance technique au nouveau Comité des espèces envahissantes de Mélanésie. 6. Maintenir et accroître les ressources disponibles à travers la base de ressources de lutte contre les espèces envahissantes (Battler Resource Base). 7. Développer deux nouvelles publications pour les séries « Pacific Invasive Species Battler ». (Contrôle biologique de la multiplication des mauvaises herbes pour des écosystèmes résilients ; contrôle des prédateurs pour des écosystèmes résilients)..	ISP				

		Budget 2018	Budget 2019
<b>TOTAL OBJECTIF RÉGIONAL 2</b>	<b>Total Frais de personnel</b>	<b>\$ 1,048,345</b>	<b>\$918,504</b>
	<b>Total Frais de fonctionnement</b>	<b>\$4,464,752</b>	<b>\$5,315,444</b>
	<b>Total Capital</b>	<b>\$7,000</b>	<b>\$9,600</b>
	<b>OVERALL TOTAL</b>	<b><u>\$5,520,097</u></b>	<b><u>6,243,548</u></b>

**OBJECTIF RÉGIONAL 2 – Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants** **2018-2019**

<b>BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 &amp; 2019</b>		
	<b>USD\$</b>	<b>USD\$</b>
	2018	2019
Personnel		
Australia XB	280,364	236,443
Commonwealth Secretariat	86,355	-
European Union	57,142	118,732
GIZ	12,515	-
International Union of Conservation on Nature		82,939
New Zealand	335,022	243,409
Pew Charitable Trust	41,069	24,139
United Nations Environment Programme	209,597	212,842
UNSECURED	26,282	-
<b>Sub Total</b>	<b>1,048,345</b>	<b>918,504</b>
Operating		
Australia XB	108,350	103,660
European Union	3,302,308	4,538,960
European Union – IUCN	388,800	266,971
GIZ	29,120	-
Island Conservation	35,000	-
International Union of Conservation on Nature	77,950	107,950
Multi donor	35,000	-
New Zealand XB	64,693	78,993
Pew Charitable Trust	113,120	-
United Nations Environment Programme	310,411	218,911
<b>Sub Total</b>	<b>4,464,752</b>	<b>5,315,444</b>
Capital		
Australia XB	-	2,600
International Unit of Conservation on Nature	7,000	7,000
<b>Sub Total</b>	<b>7,000</b>	<b>9,600</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$5,520,097</b>	<b>\$6,243,548</b>

<b>BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY 2018 &amp; 2019</b>		
	<b>2018</b>	<b>2019</b>
	<b>USD\$</b>	<b>USD\$</b>
Cook Islands	4,000	-
Federated States of Micronesia	5,000	-
Nauru	-	4,000
Niue	3,500	7,500
Northern Mariana	7,500	-
Palau	5,000	-
Regional	5,455,497	6,220,548
Solomon Islands	-	4,000
Tonga	3,500	3,500
Tuvalu	4,000	-
Vanuatu	-	4,000
Wallis & Futuna	32,100	-
<b>GRANT TOTAL</b>	<b>\$5,520,097</b>	<b>\$6,243,548</b>

## **OBJECTIF RÉGIONAL 3**

**Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution**

# OBJECTIF RÉGIONAL 3 – Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

**2018-2019**

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
RO3.1 Minimiser les effets néfastes des déchets chimiques et autres sur la santé des individus et sur l'environnement grâce à une gestion du cycle de vie respectueuse de l'environnement, conformément aux cadres régionaux et internationaux convenus, notamment le projet Pacifique plus propre 2025 ; et réduire de manière significative le rejet de substances polluantes dans l'air, l'eau et le sol	3.1.1 20 % des déchets permanents sont éliminés des ÉTIO et au moins 3 sites contaminés sont réhabilités	a) Au moins 20 % des déchets permanents sont éliminés b) Au moins trois sites contaminés sont réhabilités	1. Le retrait de l'amiante et de déchets médicaux 2. Le traitement et l'exportation de déchets électroniques 3. La gestion des batteries plomb acide usagées (BPAu) 4. Aider 3 ÉTIO en identifiant les sites contaminés et en les dépolluant ; 5. Aider 3 ÉTIO en améliorant leurs stocks de déchets chimiques et dangereux et en les assistant pour les retirer en vue d'un recyclage ou une destruction. 6. Gestion améliorée des huiles usagées et réhabilitation des décharges provisoires 7. Retrait des déchets chimiques (agricoles et industriels) 8. Soutenir l'intégration de la gestion des déchets dans le processus de développement des NEMS	<b>WMPC</b>	<b>Sub Total – 403,576</b>			<b>Sub Total – 323,424</b>		
					Frais de personnel <b>252,326</b>	Frais de personnel <b>146,250</b>	Frais de personnel <b>5,000</b>	Frais de personnel <b>246,424</b>	Frais de personnel <b>77,000</b>	Frais de personne <b>0</b>
	Source de financement			Source de financement						
	<b>AU</b> <b>NZ</b> <b>UE</b>	<b>193,861</b> <b>102,465</b> <b>107,250</b>		<b>AU</b> <b>NZ</b> <b>UE</b>	<b>203,695</b> <b>86,729</b> <b>33,000</b>					
	3.1.2 Obtention d'un financement pour les déchets marine et les microplastiques et mise en œuvre d'actions prioritaires.	a) Allocation de 6 millions USD par le Fonds de l'environnement mondial (FEM) pour lutter contre les déchets marins et les microplastiques b) Plan d'action régional contre les déchets marins et les microplastiques adopté et au moins 20 % des activités mises en œuvre	1. Promouvoir des mesures visant à réduire le rejet délibéré de déchets en mer par les navires de pêches par le biais de la Commission des pêches du Pacifique Centre-Ouest	<b>TAMS</b>						
			2. Mettre en place des <b>composants</b> du PAM/PNUE pour la protection de l'environnement marin à partir de sources terrestres 3. La négociation pour le financement potentiel du projet sur les débris/déchets marins 4. Le développement du plan d'action régional sur les déchets marins et les micro-plastiques. 5. La mise en œuvre du plan d'action régional sur les déchets marins et les micro-plastiques qui comprend des discussions de gestion avec en particulier les ORGP pour réduire le rejet de déchets en mer par les navires de pêches par le biais de la Commission des pêches du Pacifique Centre-Ouest ; 6. Promouvoir les actions nationales et régionales sur les déchets marins et les micro-plastiques, notamment en faisant passer le message que les micro-plastiques sont des vecteurs de produits chimiques dangereux, y compris de polluants organiques persistants, mercure et autres substances toxiques	<b>WMPC/BEM</b>						

# OBJECTIF RÉGIONAL 3 – Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
	3.1.3 Amélioration des pratiques relatives à la gestion des déchets résiduels dans trois décharges et sites de stockage	a) Amélioration d'au moins trois décharges. b) Établissement d'au moins trois sites de stockages des déchets dangereux.	1. Aider au développement de directives régionales sur la gestion des déchets (avec J-PRISM2), y compris la gestion de déchets dangereux causés par les catastrophes 2. Réhabiliter et adapter trois sites de décharges 3. Mise en place des installations de stockage et de traitement de déchets dangereux 4. Identifier les décharges provisoires pour les déchets causés par les catastrophes	<b>WMPC</b>		
		a) Réserve de projet à signer avant la fin de l'année 2017	1. PacWaste Plus du FED 11	<b>WMPC</b>	<b>Sub Total – 2,000,000</b>	<b>Sub Total – 3,282,449</b>
					Frais de personnel	Frais de personnel
					2,000,000	120,614
					Frais de personnel	Frais de personnel
					I	3,161,835
					Source de financement	Source de financement
					<b>EE</b>	<b>3,282,449</b>
					<b>2,000,000</b>	<b>3,282,449</b>
RO3.2 Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des déchets, notamment les déchets chimiques et dangereux, les déchets des secteurs nautiques et aéronautiques, les plastiques déversés dans les océans ainsi que tous les autres débris marins (institutionnel).	3.2.1 3 ÉTIO ont établi des canaux de financement durables afin de gérer les déchets chimiques et les polluants (DCP)	a) Au moins trois ÉTIO ont terminé et approuvé l'analyse coût-bénéfice pour la mise en place d'un programme visant les pays pollueurs. b) Au moins 9 ÉTIO ont actualisé et adopté des stratégies en matière de déchets c) Quatre propositions de financement destinées à traiter les domaines prioritaires sont identifiées par les évaluations stratégiques et les analyses de lacunes présentées aux bailleurs	1. Renforcer les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux pour la gestion des déchets dans le processus NEMS. 2. Apporter une assistance légale dans la mise en œuvre du projet régional POP du FEM	<b>EMG</b>	<b>Sub Total – 464,636</b>	<b>Sub total – 439,665</b>
					Frais de personnel	Frais de personnel
					337,996	333,430
					Frais de personnel	Frais de personnel
					126,640	106,235
					Frais de personnel	Frais de personnel
					0	0
				<b>WPMC</b>	Source de financement	Source de financement
					<b>AU</b>	<b>219,171</b>
					<b>IM</b>	<b>79,100</b>
					<b>NZ</b>	<b>141,394</b>
					<b>UE</b>	<b>8,910</b>
			1. Aider à la réalisation d'une analyse coûts-avantages pour une loi sur les conteneurs de dépôt de déchets et autres mécanismes financiers associés 2. Assistance pour le développement de stratégies/politiques nationales de gestion de la pollution et/ou de déchets intégrées 3. Propositions de financement préparées et soumises aux membres du PNUE/FEM, de l'AFD et de la PRIF (y compris, l'UE, le ministère et le secrétariat australien des Affaires étrangères et du commerce [DFAT et MFAT] sur la base du programme « Pacifique plus propre 2025 » et autres stratégies mises en place telles que pour la ferraille et les résultats de l'étude de recirculation la PRIF. 4. Explorer de nouvelles occasions de financement avec des bailleurs de fonds non traditionnels dans le domaine de gestion des déchets et de la pollution			

## OBJECTIF RÉGIONAL 3 – Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$
	3.2.2 La stratégie régionale en matière de pollution marine provenant des épaves de navires et des navires abandonnés	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Examen du PACPLAN terminé et approuvé</li> <li>b) La stratégie régionale visant à gérer les navires laissés à l'abandon et les épaves est achevée et approuvée par les Membres du PROE</li> <li>c) Une boîte à outils pédagogique est développée pour tous les ÉTIO</li> <li>d) Programmes de sensibilisation et pédagogiques sur les DCP dispensés dans plusieurs ÉTIO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Réviser et mettre à jour le PACPLAN pour validation.</li> <li>2. Soutenir l'intégration du développement du PACPLAN dans le processus de développement et de révision des NEMS</li> <li>3. Développer une stratégie régionale pour gérer les navires abandonnés et les épaves.</li> <li>4. Développer un pack spécifique de sensibilisation ciblée pour la branche du transport maritime</li> <li>5. Aider à la mise en œuvre de boîtes à outil d'apprentissage et de plan de communication à l'échelle nationale</li> <li>6. Mettre en place des programmes de sensibilisation sur les déchets</li> </ul>	<b>WPMC</b>		
	3.2.3 Sensibilisation accrue et durable aux DCP, coordination et dialogue engagé au sein de plateformes et de forums existants et nouveaux, notamment la boîte à outils pédagogique des ÉTIO, qui inclut le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Au moins 7 groupes de travail techniques opérationnels établis avec les cadres M&amp;E, notamment le réseau pour le recyclage et l'élimination des déchets dangereux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Faciliter les tâches des groupes de travail techniques de la Table ronde pour un Pacifique propre</li> </ul>	<b>WPMC/EMG</b>		
	3.2.4 Le PROE a conduit neuf évaluations des besoins en formation sur les capacités dans les ÉTIO et informations sur les évaluations intégrées dans la base de données des îles océaniques (PIDOC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les évaluations des besoins en formation sont effectuées dans au moins 9 ÉTIO</li> <li>b) Au moins une formation dispensée sur chaque type de déchets.</li> <li>c) La base de données PIDOC reprenant les informations sur les activités relatives aux DCP fonctionne et est opérationnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. aire des évaluations des besoins en formation en collaboration avec les programmes FED11 et JPRISM2</li> <li>2. Organiser des programmes de formation ciblés, notamment une approche intégrée en matière de gestion des déchets dangereux (FED11)</li> <li>3. Révision et utilisation de PIDOC pour évaluer l'expertise régionale sur les différentes zones de gestion des déchets</li> </ul>	<b>WPMC/EMG</b>		
	3.2.5 3 ÉTIO ont établi des approches synergiques intégrées visant à gérer les déchets chimiques et dangereux en se servant des Conventions de BRS (Bâle, Rotterdam et Stockholm), de Minamata et Waigani.	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Analyse des besoins et des lacunes, réalisée dans au moins 6 ÉTIO</li> <li>b) Formation synergique organisée dans au moins 3 ÉTIO et systèmes préliminaires établis</li> <li>c) 3 ÉTIO intègrent une Convention dont ils ne font pas encore partie.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Effectuer une analyse des lacunes et des besoins conjointement avec les programmes FED11 et JPRISM2 et la Convention de Waigani</li> <li>2. Organiser des programmes de formation ciblés sur la mise en œuvre des synergies dans 3 ÉTIO et travailler avec eux pour développer une structure de gouvernance/institutionnelle pour la mise en place à l'échelle nationale (FED11)</li> <li>3. Aider au moins 3 pays à signer des conventions qu'ils n'ont actuellement pas ratifiées</li> </ul>	<b>WPMC EMG</b>		

# OBJECTIF RÉGIONAL 3 – Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$						
RO3.3 Récupérer des ressources grâce aux déchets et aux polluants par le biais du compost (récupération de nutriments) recyclage (récupération de matériaux), récupération d'énergie, et autres mesures visant à minimiser les déchets et à contribuer au développement économique et social	3.3.1 Activités de récupération de ressources et de recyclage financées et mises en œuvre	a) Moyenne de 10 % du détournement des déchets issus de décharges de 9 ÉTIO b) Améliorer la législation relative aux conteneurs à Palaos et dans les États fédérés de Micronésie c) Initiatives choisies répétées dans quatre autres ÉTIO d) Au moins 12 autres communautés lancent des projets pilotes de recyclage des déchets organiques	1. Soutenir l'intégration de la récupération et du recyclage des déchets dans le processus de développement des NEMS.	<b>EMG</b>	<b>Sub total – 81,618</b>			<b>Sub total – 87,772</b>				
			1. Faciliter et aider à la mise en œuvre d'activités de recyclage (déchets recyclables et organiques, y compris les produits chimiques comme les BPAu, le mercure, etc.) 2. Aider au développement de nouveaux mécanismes de financement durable et à l'amélioration des existants 3. Aider à la gestion et à la réduction des déchets agricoles, verts et organiques (déchets verts, de porcherie). 4. Aider à la gestion et à la réduction des produits chimiques et dangereux	<b>WPMC</b>	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
				<b>71,938</b>	<b>9,680</b>	<b>0</b>	<b>72,627</b>	<b>15,145</b>	<b>0</b>	Source de financement		
				<b>AU NZ</b>	<b>48,173 33,445</b>		<b>AU NZ</b>	<b>44,285 43,487</b>	Source de financement			
RO3.4 Améliorer le suivi des déchets et de la pollution des environnements bénéficiaires afin de permettre la prise de décision éclairée pour déterminer les mesures appropriées destinées à protéger la santé humaine et l'environnement et à réduire les dommages causés à l'environnement qui sont associés	3.4.1 Systèmes régionaux de suivi des déchets prévus mis en œuvre dans tous les ÉTIO	a) Système régional de suivi des déchets mis en place, diffusé et mis en œuvre dans tous les ÉTIO b) Table ronde pour un Pacifique propre menée en 2018 c) Au moins neuf pays ont mené l'enquête et l'évaluation des risques des stocks de DCP et des installations qui les abritent.	1. Soutenir l'intégration en matière de gestion des déchets dans le processus de développement des NEMS.	<b>EMG</b>	<b>Sub total – 85,329</b>			<b>Sub total – 81,667</b>				
			2. Apporter une aide pour la mise en place de transport à faibles émissions de carbone par le biais de la mise en œuvre du projet de Centre de coordination de transport maritime océanien financé par l'OMI/l'UE. 3. Développement d'un système régional de surveillance des déchets conjointement au projet J-PRISM2, notamment pour les déchets dangereux ; 4. Collecte de données qui utilisent un système de surveillance des déchets. 5. Organiser une table ronde sur le Pacifique propre en 2018. 6. Organiser une enquête et une évaluation des risques des réserves du WPC...	<b>WPMC</b>	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	
				<b>77,409</b>	<b>5,920</b>	<b>2,000</b>	<b>75,727</b>	<b>5,940</b>	<b>0</b>	Source de financement		
				<b>AU NZ</b>	<b>41,816 43,514</b>		<b>AU NZ</b>	<b>48,523 33,144</b>	Source de financement			

<b>TOTAL OBJECTIF RÉGIONAL 3</b>		<b>2018 Budget</b>	<b>2019 Budget</b>
	<b>Total Frais de personnel</b>	<b>\$739,668</b>	<b>\$848,821</b>
	<b>Total Frais de fonctionnement</b>	<b>\$2,288,490</b>	<b>\$3,366,157</b>
	<b>Total Capital</b>	<b>\$7,000</b>	
	<b>OVERALL TOTAL</b>	<b><u>\$3,035,158</u></b>	<b><u>\$4,214,978</u></b>

**OBJECTIF RÉGIONAL 3 – Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application**

**2018-2019**

<b>BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 &amp; 2019</b>		
	<b>USD\$</b>	<b>USD\$</b>
	2018	2019
Personnel Costs		
Australia XB	419,943	454,625
New Zealand XB	319,726	273,582
European Union		120,614
<b>Sub Total</b>	<b>739,669</b>	<b>848,821</b>
Operating Costs		
Australia XB	64,080	61,050
European Union	2,000,000	3,161,834
International Maritime Organisation	79,100	79,100
New Zealand XB	29,150	31,172
United National Environment Programme	116,160	33,000
<b>Sub Total</b>	<b>2,288,490</b>	<b>3,366,157</b>
Capital Costs		
Australia XB	5,000	-
New Zealand XB	2,000	-
<b>Sub Total</b>	<b>7,000</b>	<b>-</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$3,035,158</b>	<b>\$4,214,978</b>

<b>BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY 2018 &amp; 2019</b>		
	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>COUNTRY</b>	<b>USD\$</b>	<b>USD\$</b>
Cook Islands	8,500	4,000
Fiji	6,600	8,700
Federated States of Micronesia	8,400	9,630
Kiribati	4,000	6,600
Marshall Islands	13,310	4,000
Nauru	6,200	4,000
Niue	4,000	11,140
Papua New Guinea	12,456	7,756
Palau	14,264	4,000
Regional	2,917,640	4,129,896
Solomon Islands	6,600	4,000
Samoa	4,500	4,500
Tonga	10,908	4,000
Tuvalu	10,280	4,000
Vanuatu	7,500	8,756
<b>GRANT TOTAL</b>	<b>\$ 3,035,158</b>	<b>\$4,214,978</b>

## **OBJECTIF RÉGIONAL 4**

**Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application**

## OBJECTIF RÉGIONAL 4 – Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
RO4.1 Renforcer les systèmes de planification et de mise en œuvre nationaux pour le développement durable, notamment par le biais d'évaluation d'impact sur l'environnement (EIE), d'évaluations environnementales stratégiques (EES) et de la planification spatiale	4.1.1 Amélioration des capacités des ÉTIO en matière de planification intégrée, notamment l'utilisation des outils que sont les EIE, les EES et la planification spatiale	a) 3 ÉTIO ont rédigé un document SNGE (ou équivalent) b) 4 ÉTIO ont reçu une formation sur les EIE et l'EES et évaluation de ces formations c) 4 ÉTIO ont reçu une formation sur le GIS et la gestion de données spatiales d) 4 ÉTIO ont approuvé les directives et les politiques de gestion de données spatiales environnementales	1. Fournir une assistance technique et des directives sur les NEMS pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réviser et développer des NEMS dans 2 ÉTIO en 2018</li> <li>• Faciliter l'adaptation et l'intégration de NEMS, ODD et NSDP</li> <li>• Élaborer et développer des NEMS dans au moins 2 ÉTIO en 2019</li> </ul> 2. Offrir un soutien technique et des formations sur les EIE à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nauru, notamment le développement de réglementations nationales sur les EIE</li> <li>• Les Îles Cook en créant des formations sur les EIE en 2017 et en les étendant aux îles périphériques</li> <li>• États fédérés de Micronésie (Yap et Chuuk)</li> <li>• Publier des manuels régionaux de formation sur les EIE</li> </ul> 3. Publier et distribuer des documents d'orientations SEA 4. Soutenir la planification de l'espace pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir et appliquer 4 formations sur le renforcement des capacités en gestion de données spatiales et SIG dans les pays</li> <li>• Développer en collaboration avec les pays des directives de gestion des données spatiales environnementales</li> </ul>	EMG	<b>Sub Total – 345,768</b>			<b>Sub Total – 358,801</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					<b>230,504</b>	<b>115,264</b>	<b>0</b>	<b>288,088</b>	<b>70,713</b>	<b>0</b>
					Source de financement			Source de financement		
				AU CW GI NZ UE	210,887 1,675 1,876 101,330 30,000		AU NZ	252,100 106,701		
RO4.2 Améliorer les capacités nationales en matière de bonne gouvernance environnementale grâce à une aide technique pour le développement de politiques et de textes de loi, ce qui permet de soutenir la mise en œuvre des engagements pris par les Membres au niveau régional et international	4.2.1 Les ÉTIO disposent de politiques et de lois liées aux bases de données nationales qui leur permettent de mettre en œuvre leurs principales obligations internationales	a) Trois ÉTIO disposent de politiques et de lois liées aux bases de données nationales qui leur permettent de mettre en œuvre leurs grandes obligations internationales	1. Fournir une assistance technique conformément aux demandes des ÉTIO pour la biodiversité associée aux AME comme la CCNUCC et la CDB, ainsi que les protocoles associés, notamment le développement d'une législation, des rapports nationaux et des révisions de NBSAP, NISAP, etc.  2. Formation sur la mise en application et la conformité avec l'IUCN-ORO et l'Australian Centre for Environmental Compliance (ACFEC) dans 2 ÉTIO 3. Soutenir les pays dans la mise en place des AME, notamment dans la rédaction de politiques et de lois ainsi que pour leur participation aux COP et les réunions connexe 4. Soutenir le projet régional de FEM sur l'accès et le partage des avantages 5. Soutenir la mise en œuvre de politiques environnementales dans le cadre du processus des NEMS dans au moins 2 ÉTIO.	Biodiversity, TAMS, C&M, CCD: 1	<b>Sub Total – 172,302</b>			<b>Sub Total – 176,677</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					<b>117,269</b>	<b>53,033</b>	<b>2,000</b>	<b>121,644</b>	<b>53,033</b>	<b>2,000</b>
					Source de financement			Source de financement		
				AU NZ	114,107 58,195		AU NZ	115,357 61,320		
				EMG: 2-5						

## OBJECTIF RÉGIONAL 4 – Les communautés océaniques et leur environnement bénéficiant des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
			6. Aider les ÉTIO à respecter leurs obligations internationales en vertu des Conventions sur les déchets dangereux	WMPC 3.2.1						
RO4.3 Renforcer la collecte de données environnementales, suivi, analyse et rapports sur les résultats, aux niveaux national et régional	4.3.1 Les ÉTIO disposent de systèmes de collecte de données opérationnels, et de systèmes de suivi du stockage des données	a) 2 ÉTIO ont des systèmes de collecte de données opérationnels, et des systèmes de suivi du stockage des données b) Les ÉTIO ont des protocoles en place destinés à la collecte, au stockage et à l'utilisation de données	1. Soutenir et améliorer la collecte de données en partageant des protocoles de collecte de données pour les connaissances techniques	CCD	<b>Sub total – 893,385</b>			<b>Sub total – 1,145,573</b>		
			2. Spatial and tabular data for national coral reef status and trends incorporated into national environmental reporting and planning, including SOEs	C&M	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
				466,353	412,407	14,625	443,073	702,500		
				Source de financement			Source de financement			
			Under the ACP-MEA Project, 3. Renforcer les capacités dans les ÉTIO afin de développer des indicateurs ODD à partir de bases de données environnementales nationales; and 4. compile data SOEs in two PICs 5. Développer, publier et distribuer des directives sur les éléments et les étapes clés pour élaborer, évaluer et produire un rapport sur l'état de l'environnement (SEO) national. 6. Consolider les capacités régionales et nationales de renforcement du projet PNUE-FEM à mettre en place pour étayer la planification et l'évaluation de l'état de l'environnement et les rapports dans le projet océanien d'AME (nommé le projet Inform) avec les interventions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir et développer des bases de données et des réseaux régionaux et nationaux afin de faciliter le suivi de l'état de l'environnement océanien</li> <li>• Renforcer les cadres légaux des politiques et de la planification régionales et nationales pour la surveillance et la publication de rapports</li> <li>• Développer les capacités d'utilisation des systèmes et des outils basés sur Internet pour soutenir les processus de planification, de surveillance et d'élaboration de rapports</li> <li>• Mettre en place une unité de gestion des projets fonctionnelle et efficace, ainsi que des systèmes de gouvernance et de gestion</li> </ul>	EMG	AU UE	44,315 849,070	AU UE	44,415 1,101,158		

## OBJECTIF RÉGIONAL 4 – Les communautés océaniques et leur environnement bénéficiant des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$	Prévisions budgétaires 2019 – US\$				
			7. 2 ÉTIO ont localisé et centralisé une infrastructure en open-source servant à la gestion et l'administration de données environnementales cruciales pour des rapports régionaux et nationaux 8. Soutenir la collecte, la surveillance de données et la formation associée en développant un système de suivi environnemental des déchets	<b>WMPC 3.4.1</b>						
RO4.4 Renforcer l'accès aux mécanismes de financement et utilisation efficace et efficiente des financements afin de réaliser les interventions nécessaires	4.4.1 Les ÉTIO ont un accès accru aux financements qui leur permet de prévoir et de mettre en œuvre des réponses à leurs priorités environnementales nationales et aux engagements pris aux niveaux international et régional.	a) Une Unité de coordination des projets est établie afin d'institutionnaliser et mettre en œuvre les procédures liées aux projets et les processus relatifs aux propositions de projets. b) Évaluation de finance climatique effectuée dans 3 payses.	1. Fournir des conseils techniques pour le développement de la conception du projet FED 11	<b>WMPC 3.1.1</b>	<b>Sub total – 118,565</b>		<b>Sub total –71,915</b>			
			1. Soutenir le développement de programmes nationaux pour l'accès au Fonds vert pour le climat et au Fonds d'adaptation, ainsi qu'au financement du Fonds pour l'environnement mondial	<b>Ex&amp;Corp : PCU</b>	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
			2. Assurer les financements du FVC par le biais du programme de résilience écosystémique marine et côtière.		44,315	74,250	0	44,415	27,500	0
			3. Proposer la conception de projet et l'aide à la gestion par le biais d'outils, de directives et de formation et de renforcement des capacités dans les pays.		Source de financement			Source de financement		
					AU	118,565	AU	71,915		
RO4.5 Renforcer les synergies entre la science, la politique et locaux afin d'orienter la prise de décisions	4.5.1 Les informations sur l'importance d'intégrer les savoirs traditionnels à la science pour procéder à la prise de décision sont mieux comprises par les Membres du PROE et sont intégrées aux politiques	a) Parachever et diffuser une politique basée sur la science et les savoirs traditionnels aux Membres b) De nouvelles politiques, décisions et de nouveaux projets qui associent les savoirs traditionnels à la science sont développés dans au moins 3 ÉTIO.	1. La division Changement climatique développera une politique sur les sciences et les connaissances traditionnelles dans le but d'intégrer les deux pour améliorer la communication et la prise de décision en matière de science	<b>CCD</b>	<b>Sub total – 4,157</b>		<b>Sub total –4,029</b>			
			2. La division Changement climatique aidera les ÉTIO à développer et		Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					4,157	0	0	4,029	0	0
					Source de financement			Source de financement		
					AU	4,157	AU	4,029		

	2018 Budget	2019 Budget
<b>TOTAL RÉGIONAL OBJECTIF 4</b>	<b>\$862,597</b>	<b>\$901,249</b>
	<b>\$ 654,954</b>	<b>\$853,746</b>
	<b>\$16,625</b>	<b>\$2,000</b>
	<b><u>\$ 1,534,177</u></b>	<b><u>\$1,756,995</u></b>

**OBJECTIF RÉGIONAL 4 – Les communautés océaniques et leur environnement bénéficiant des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application**

**2018-2019**

<b>BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 &amp; 2019</b>		
	<b>USD\$</b>	<b>USD\$</b>
	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Personnel Costs		
Australia XB	332,498	383,833
New Zealand XB	108,061	118,758
United Nations Environment Programme	422,038	398,658
<b>Sub Total</b>	<b>862,597</b>	<b>901,249</b>
Operating Costs		
Australia XB	157,533	101,983
Commonwealth Secretariat	1,675	-
GIZ	1,876	-
New Zealand XB	51,463	49,263
United National Environment Programme	442,407	702,500
<b>Sub Total</b>	<b>654,954</b>	<b>853,746</b>
Capital Costs		
Australia XB	2,000	2,000
United Nations Environment Programme	14,625	
<b>Sub Total</b>	<b>16,625</b>	<b>2,000</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$1,534,177</b>	<b>\$1,756,995</b>

<b>BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY 2018 &amp; 2019</b>		
	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>COUNTRY</b>	<b>USD\$</b>	<b>USD\$</b>
Cook Islands	9,000	26,500
Federated States of Micronesia	18,000	40,000
Fiji		5,000
Kiribati	-	20,000
Nauru	5,500	42,500
Niue	3,500	-
Papua New Guinea	-	102,000
Palau	-	23,500
Regional	1,412,767	1,362,435
Solomon Islands	47,000	7,000
Tokelau	-	7,000
Tonga	17,500	13,000
Tuvalu	-	27,000
Vanuatu	5,500	38,000
Samoa	15,410	43,060
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$1,534,177</b>	<b>\$1,756,995</b>

# **OBJECTIF ORGANISATIONNEL**

**OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2: Le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes informations aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux**

**2018-2019**

Objectif organisationnel 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
OO1.1 Partager et utiliser les connaissances par le bien du développement et du maintien de systèmes et de processus fiables pour être efficace dans la collecte, le stockage et l'accès aux informations essentielles	5.1.1.1 Les ressources et produits de gestion des informations et des savoirs (RPGIS) du PROE sont disponibles et faciles d'accès par le grand public et les parties prenantes du PROE	a) 100 % des RPGIS du PROE sont disponibles et ouvertes à tous sur le site Web. Toutes les copies papier sont diffusées auprès des Membres du PROE, de leurs partenaires et des parties prenantes  b) Des portails d'information et des services de bibliothèques fiables permettant un accès aisé et rapide aux informations fonctionnent de manière efficace.	1. Consulter le point 2.4.2 Maintenir et accroître les ressources disponibles à travers la base de ressources de lutte contre les espèces envahissantes (Battler Resource Base)..	<b>Invasive Species</b>	<b>Sub Total – 423,227</b>			<b>Sub Total – 401,540</b>		
			2. Intégrer les sites Internet existants aux nouveaux SGDDM		287,102	136,125	0	251,215	150,325	0
			3. Développement et maintien des sites/portails Internet	<b>Source de financement</b>			<b>Source de financement</b>			
			4. Fournir des conseils et un appui techniques en TI au Secrétariat	AU	69,231		AU	79,806		
5. Proposer des formations au personnel une/deux fois par an	NZ	8,000		NZ	8,000					
6. Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE, aux Membres et aux parties prenantes	PR	340,996		PR	308,734					
7. Répondre aux demandes d'information dans les 24 à 48 heures	EE	5,000		EE	5,000					
8. Numériser les collectes du patrimoine du PROE.										
9. Améliorer et affiner le système d'information en ligne de la bibliothèque										
10. Acquérir des ressources pertinentes pour les besoins du personnel du PROE et des utilisateurs										
11. Distribuer des publications/informations du PROE aux Membres, parties prenantes et aux bibliothèques en temps opportun										
12. Les ressources pertinentes disponibles via la BDD du PEIN sont référencées en conséquence										
13. Élaborer de nouvelles et/ou mettre à jour les politiques, directives et ressources marketing existantes de l'IRCA										
14. Développer des ressources et du matériel du PROE conformément aux politiques et directives du PROE										
15. Mettre en œuvre une stratégie de communication d'entreprise et interne du PROE				<b>COMMS</b>						
	5.1.1.2 Les pratiques de gestion des savoirs du PROE sont améliorées et les plateformes de services d'information, de communications et de technologie de l'information sont opérationnelles	a) Un nouveau système d'enregistrement et de gestion des documents électronique est développé.  b) Des portails d'information et des services de bibliothèques fiables permettant un accès aisé et rapide aux informations fonctionnent de manière efficace	1. Développer et mettre en place de nouveaux SGDDM	<b>IT</b>						
			2. Revoir, développer et maintenir les systèmes et bases de données d'informations	<b>IRC</b>						
			3. Migrer les dossiers publics vers les SGDDM							
			4. Revoir le système de classement actuel							
			5. Développer des directives pour les nouveaux SGDDM							



**OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2: Le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes informations aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux**

**2018-2019**

Objectif organisationnel 2026	2019 Résultats	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO1.3 Amélioration de la qualité et de l'interopérabilité de l'infrastructure des technologies de l'information et des communications au sein du PROE et dans la région	5.1.3.1 Établissement d'une unité ICTI et intégration et d'interopérabilité d'au moins 20 % des systèmes existants du PROE notamment le Projet de système de gestion des informations (PSGI)	a) L'unité ICTI est dotée en personnel et bénéficie de ressources solides b) 20-30 % des systèmes d'information existants sont intégrés/reliés et interopérables c) 2 stratégies ICTI internes sont adoptées au PROE	1. Intégrer les AWPID, FMIS et SGIP aux SGDDM 2. Stratégie TI développée 3. réviser, développer et préserver des services et des infrastructures de TIC essentiels 4. proposer une formation technique de TI une/deux fois par an aux Membres 5. Repérer les documents pertinents sur PEIN afin d'améliorer l'interopérabilité avec d'autres systèmes 6. Mettre en œuvre les divers volets du travail de l'ICIT (International Conference on Information Technology) pour le PROE avec une équipe bien dotée en ressources	IT	<b>Sub total – 410,782</b>			<b>Sub total – 400,711</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					<b>362,232</b>	<b>48,550</b>	<b>0</b>	<b>358,961</b>	<b>41,750</b>	<b>0</b>
					Source de financement			Source de financement		
				IRCA	AU	171,540		AU	180,909	
				COMMS	PR	239,242		PR	219,802	
	5.1.3.2 Le recouvrement des coûts ICTI est intégré aux développements et aux activités de projets et des normes relatives aux technologies ICTI et à l'interopérabilité sont recommandées	a) Un répertoire des services en ligne est développé b) Une politique de recouvrement des coûts est mise en œuvre dans tous les projets existants ayant des composantes ICTI. c) Au moins un audit IT mené avec succès	1. Développer une base de référencement de services Internet 2. Les services Internet développés et documentés pour les FMIS, SGDDM, AWPID et PMIS 3. Le document de recouvrement des coûts associés à l'ICIT validé par l'équipe de la Direction générale et appliqué 4. Évaluer et mettre en place une nouvelle solution de sécurité des entreprises pour la protection sur Internet, des e-mails et des équipements PC 5. Fournir des services d'enregistrement et de gestion des informations aux divers projets/programmes tel que cela est requis de temps à autre	ICIT: 1-4  IRCA: 5						

TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1	2018 Budget	2019 Budget	
	<b>Total Frais de personnel</b>	<b>\$698,927</b>	<b>\$659,950</b>
	<b>Total Frais de fonctionnement</b>	<b>\$226,085</b>	<b>\$237,575</b>
	<b>Total Capital</b>		
	<b>OVERALL TOTAL</b>	<b><u>\$925,012</u></b>	<b><u>\$897,525</u></b>

**OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2: Le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes informations aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux**

**2018-2019**

2026 Organisational Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activities	Responsible Programme(s)	2018 Budget Estimates US\$			2019 Budget Estimates US\$		
OO2.1 Promouvoir les approches intégrées pour les programmes afin de relever les défis que présente la gestion environnementale.	5.2.1.1 Les services généraux et techniques du PROE collaborent avec les Membres afin de concevoir les programmes et les projets.	a) Des plans d'action pour les pays et les territoires sont établis pour chaque Membre, et reflètent leurs priorités dans le cadre du Plan de mise en œuvre des performances 2020-2021 b) 100 % des propositions de projet pertinentes sont examinées par le groupe d'examen et de suivi des projets, afin de garantir l'obtention d'avis des programmes techniques et généraux avant qu'elles ne soient présentées pour obtenir un financement. c) 100 % des projets en cours sont intégrés au PMIS d) Un manuel sur le fonctionnement des projets officialisant les contributions interprogrammes est achevé	1. Fournir un soutien et des données pour la révision des propositions de projets par l'intermédiaire du groupe de suivi et d'examen du projet afin de garantir une réponse aux exigences de suivi et de rapports en matière d'environnement, de genre, d'ESS, d'EIE et de légalité	EMG	<b>Sub Total – 19,222</b>			<b>Sub Total – 26,794</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					15,972	3,250	0	17,544	9,250	0
					Source de financement			Source de financement		
		NZ	15,972			NZ	17,544			
		PR	3,250			PR	9,250			
OO2.2 Renforcer le cadre du PROE dans lequel s'établissent les rapports sur les enseignements et les résultats, en intégrant des volets relatifs à la performance environnementale et organisationnelle.	5.2.2.1 Avoir un système de rapports sur les enseignements et les résultats efficace permet au PROE de présenter un rapport portant spécifiquement sur les résultats à la Conférence du PROE de 2019	a) Cadre pour les enseignements et les résultats en place en 2018 b) Le manuel sur les enseignements tirés des projets et des programmes est disponible et à la disposition du personnel, des consultants et des partenaires c) Un rapport sur l'efficacité des résultats organisationnels est présenté aux Membres 2019	1. Élaboration d'un cadre d'apprentissage et de résultats.	SPCCIS	<b>Sub Total –</b>			<b>Sub Total –\$96,179</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
								96,179		
					Source de financement			Source de financement		
						AU	96,179			

<b>TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2</b>	2018 Budget	2019 Budget	
	<b>Total Frais de personnel</b>	<b>\$15,972</b>	<b>\$ 113,723</b>
	<b>Total Frais de fonctionnement</b>	<b>\$3,250</b>	<b>\$ 9,250</b>
	<b>Total Capital</b>		
	<b>OVERALL TOTAL</b>	<b><u>\$19,222</u></b>	<b><u>\$122,973</u></b>

**ORGANISATIONAL GOAL 3: SPREP has a reliable and sustainable funding base to achieve environmental outcomes for the benefit of the Pacific islands region and manages its programmes and operations to stay within its agreed budget**

**2018-2019**

2026 Organisational Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activities	Responsible Programme(s)	2018 Budget Estimates US\$			2019 Budget Estimates US\$		
OO3.1 Obtenir un budget équilibré et durable.	5.3.1.1 Un excédent net permanent dans les résultats financiers et une réduction des réserves négatives  5.3.1.2 Le risque de change est géré comme il se doit	a) Les recettes obtenues sont supérieures aux dépenses suite à la croissance des revenus b) Les budgets annuels de 2018 et 2019 sont réalisés dans une marge de 10 % au-dessus ou en dessous des dépenses. c) La perte de change est réduite et ne dépasse pas l'excédent financier	1. Suivre régulièrement les flux de trésorerie et le bilan de l'organisation et proposer des recommandations pertinentes à la direction 2. Assurer le suivi des rapports budgétaires mensuels et fournir des conseils avisés 3. Fournir en temps opportun les rapports (financiers, budgétaires et sur les projets) requis par les agents. 4. Conseiller la Direction générale et le personnel sur les questions financières. 5. Fournir des services financiers professionnels et des conseils pertinents au personnel 6. Suivre et gérer activement l'exposition au risque de change 7. Promouvoir des pratiques efficaces de gestion immobilière et foncière 8. Gérer les biens immobiliers afin de les maintenir aux normes établies 9. Fournir des véhicules avec chauffeur à la Direction générale et aux dignitaires officiels invités ainsi que les services de transport terrestre connexes 10. Fournir des services d'appui administratif à l'ensemble du personnel et des locataires et procéder à leur examen si nécessaire	F&A	<b>Sub Total – 651,701</b>			<b>Sub Total – 782,492</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					119,001	532,700	0	138,592	571,900	72,000
					Source de financement			Source de financement		
					AU	43,645		AU	63,593	
	PR	608,056		PR	718,899					
OO3.2 Gérer les fonds de manière efficace et transparente grâce à des systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit, intégrés dans des programmes de gestion, de suivi, d'évaluation et dans les systèmes de reporting.	5.3.2.1 Les risques sont identifiés et atténués comme il se doit 5.3.2.2 Les systèmes fiduciaires garantissent que la gestion financière est correcte et intègre 5.3.2.3 Les bailleurs et les partenaires approuvent et acceptent tous les rapports financiers des projets concernés	a) Une politique de gestion des risques actualisée aborde tous les risques et des actions d'atténuation sont en place. b) Une opinion d'audit sans réserve portant sur les comptes financiers est reçue en 2018 et 2019. 100 % des rapports financiers présentés aux bailleurs et aux partenaires sont corrects et soumis dans les délais impartis c) La totalité (100 %) des rapports financiers est soumise aux donateurs et aux partenaires ; ils sont exacts, précis et soumis dans les délais.	1. Répondre et résoudre les demandes contractuelles et des problèmes légaux 2. Faciliter le plan de travail de l'audit interne afin d'atténuer les risques identifiés 3. Fournir au moment opportun et avec précision les états financiers et les données pour l'année 2018 et 2019 aux auditeurs externes à des fins d'audit 4. Faciliter les audits afin de garantir l'obtention d'une opinion d'audit sans réserve pour les années 2018 et 2019 5. Soutenir les demandes des donateurs en leur fournissant des conseils et des services de qualité 6. Fournir des rapports financiers en temps voulu afin de répondre aux exigences des donateurs	EMG	<b>Sub Total – 1,345,659</b>			<b>Sub Total – 1,561,838</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					1,235,779	109,880	0	1,402,278	150,560	9,000
				Source de financement			Source de financement			
				AU	230,190		AU	130,445		
	NZ	1,089,180		NZ	28,789					
	PR	26,288		PR	1,402,604					

**ORGANISATIONAL GOAL 3: SPREP has a reliable and sustainable funding base to achieve environmental outcomes for the benefit of the Pacific islands region and manages its programmes and operations to stay within its agreed budget**

**2018-2019**

2026 Organisational Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activities	Responsible Programme(s)	2018 Budget Estimates US\$			2019 Budget Estimates US\$		
		a) Réserve de projet à signer avant la fin de l'année 2017	1. Frais de soutien des programmes		<b>Sub Total – 405,047</b>			<b>Sub Total – 475,936</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					405,047			475,936		
					Source de financement			Source de financement		
					PR	405,047		PR	475,936	
OO3.3 Établir des relations fructueuses, stratégiques et à long terme avec les bailleurs actuels et nouveaux grâce à un dialogue régulier, notamment via des discussions et des réunions de haut niveau	5.3.3.1 Les partenaires prioritaires existants sont transformés en des partenariats durables, qui soutiennent activement la réalisation des objectifs régionaux, et de nouveaux bailleurs sont approchés	a) Augmentation du nombre de bailleurs existants et nouveaux b) Le cadre d'engagement des partenariats et de mobilisation des ressources est développé	1. <b>Development of partnership engagement and resource mobilization strategy.</b>		<b>Sub total – 211,111</b>			<b>Sub total – 494,607</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					121,111	90,000	0	193,607	301,000	0
					Source de financement			Source de financement		
					PR	211,111		PR	494,607	
OO3.4 Renforcer les capacités du PROE dans son rôle d'entité régionale de mise en œuvre (RIE) pour le changement climatique et de canal pour d'autres mécanismes de financement environnemental	5.3.4.1 Le PROE établit un portfolio présentant au moins quatre projets/programmes approuvés en tant que RIE	a) Une unité de coordination des projets pleinement opérationnelle est établie au Secrétariat afin d'institutionnaliser et de mettre en œuvre les procédures RIE et le processus de développement de projet ÉTIO b) Le PROE établit un portfolio présentant au moins quatre projets/programmes approuvés à hauteur de 10 millions de dollars en tant que RIE pour le Fonds vert pour le climat et le Fond d'adaptation. c) Tous les ÉTIO éligibles ont des projets prêts	1. Inclure le cycle des meilleures pratiques sur projets du PROE dans le processus de travail et la culture du PROE par des formations et la sensibilisation	Ex&CS: PCU	<b>Sub total – 138,324</b>			<b>Sub total – 438,848</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					91,574	46,750	0	336,838	101,760	250
					Source de financement			Source de financement		
					AU	138,324		AU	139,977	
								AF	22,500	
								GC	17,500	
								NX	258,871	

**ORGANISATIONAL GOAL 3: SPREP has a reliable and sustainable funding base to achieve environmental outcomes for the benefit of the Pacific islands region and manages its programmes and operations to stay within its agreed budget**

**2018-2019**

2026 Organisational Objectives	2019 Outcomes	Indicators	Activities	Responsible Programme(s)	2018 Budget Estimates US\$			2019 Budget Estimates US\$		
OO3.5 Rechercher de nouvelles sources et formes de soutien financier durable.	5.3.5.1 Mise en œuvre et utilisation efficaces de la « politique de recouvrement des coûts »	a) Le processus de recouvrement des coûts est mis en place dans 75 % des budgets de projets b) Augmentation du montant des frais imputés au recouvrement des coûts	1. Travailler en étroite collaboration avec le personnel pour programmer correctement le processus de recouvrement des coûts et les estimations budgétaires depuis la création du projet et au fil de son avancement 2. Délivrer régulièrement des rapports au personnel et le suivi du recouvrement des coûts en suspens 3. Mettre en œuvre, superviser et rédiger des rapports sur l'application du cycle de projets du PROE comme moyens de planifier et délivrer des projets financièrement stables	Ex&CS: F&A: 1-2  Ex&CS: PCU 3	Sub total –70,125			Sub total – 87,148		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					70,125	0	0	87,148	0	0
					Source de financement			Source de financement		
	PR	70,125		PR	87,148					

TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3		2018 Budget	2019 Budget
	Total Frais de personnel	\$1,637,589	\$2,158,463
	Total Frais de fonctionnement	\$1,184,377	\$1,601,156
	Total Capital		\$81,250
	<b>OVERALL TOTAL</b>	<b>\$ 2,821,966</b>	<b>\$3,840,869</b>

## ORGANISATIONAL GOAL 4: SPREP is leading and engaged in productive partnerships and collaborations

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$		
OO4.1 Améliorer les partenariats du PROE, notamment en développant des accords mutuellement bénéfiques, qui décrivent précisément le rôle de chacun des partenaires et des résultats mesurables qui sont revus régulièrement.	5.4.1.1 Le PROE met en œuvre un cadre d'engagement des partenariats et de mobilisation des ressources (CEPMR) qui identifie, sélectionne et assure un suivi des partenariats et des sources de financement efficaces.	a) Le CEPMR est développé et approuvé par l'équipe de direction. b) 75 % des partenariats satisfont aux critères d'efficacité	1. Développement des engagements de partenariats et des stratégies de mobilisation de ressources		<b>Sub Total –</b>			<b>Sub Total –</b>		
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel
					Source de financement			Source de financement		

<b>TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4</b>	<b>Total Frais de personnel</b>	<b>\$</b>
	<b>Total Frais de fonctionnement</b>	<b>\$</b>
	<b>Total Capital</b>	<b>\$</b>
	<b>OVERALL TOTAL</b>	<b>\$</b>

## OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5 : Le PROE dispose d'un éventail d'individus ayant les attitudes, les connaissances et les compétences nécessaires pour concrétiser une vision régionale commune

2018-2019

Objectifs régionaux 2026	Résultats 2019	Indicateurs	Activités	Responsable Programme(s)	Prévisions budgétaires 2018 – US\$			Prévisions budgétaires 2019 – US\$				
OO5.1 Recruter et garder les personnes qui contribuent ensemble, grâce à leurs compétences et à leurs connaissances, à exécuter le plan stratégique du PROE de manière efficace et efficiente, notamment l'orientation de l'appui technique.	5.5.1.1 Le PROE a approuvé la stratégie humaine qui promeut des normes éthiques et une gouvernance et un encadrement efficaces afin d'attirer, de faire évoluer, de motiver et de garder un personnel de haut vol.	a) Une stratégie humaine est développée et approuvée. b) Un programme visant à transformer la culture organisationnelle est développé et mis en œuvre c) L'enquête sur l'engagement du personnel indique un moral « haut » pour au moins 80 % des employés d) Le taux de performance général du personnel est « pleinement efficace » à au moins 80 % dans les grands secteurs de réalisation et comportements	1. Développer une stratégie pour les personnes 2. Recherche 3. Consultation 4. Développement 5. Validation 6. Mise en œuvre 7. Développer un programme de transformation qui crée une culture organisationnelle conforme aux valeurs et code de conduite 8. Mettre en place des enquêtes et un rapport sur l'engagement du personnel 9. Développer et mettre en place un plan d'actions convenues qui résultent de l'enquête 10. Établir un rapport sur le plan de mise en œuvre 11. Mettre en place un système de perfectionnement des compétences professionnelle et transmettre un rapport sur les performances du personnel 12. Évaluer le nouveau système de perfectionnement des compétences professionnelles et recenser les domaines pouvant être améliorés 13. Pour les problématiques qui surviennent en dehors du système de perfectionnement des compétences professionnelles, des activités d'apprentissage et de perfectionnement du personnel sont programmées  Surveillance et gouvernance environnementales : Répondre aux demandes des RH concernant les contrats de travail et le règlement du personnel	HR	<b>Sub Total – 271,090</b>			<b>Sub Total – 308,073</b>				
					Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel	Frais de personnel		
					<b>246,090</b>	<b>25,000</b>	<b>0</b>	<b>282,073</b>	<b>26,000</b>	<b>0</b>		
Source de financement					Source de financement							
					NZ	32,861			NZ	35,987		
					PR	238,229			PR	272,086		
OO5.2 Build our human resource capability and capacity through continuous professional development within an empowering professional workplace culture.	5.5.2.1 Le PROE a mis en place une culture organisationnelle qui encourage l'autonomisation et les excellents résultats.											
OO5.3 Build a constructive, empowering, and results-oriented culture where working as a collaborative team that respects and values each other is the norm.												

	2018 Budget	2019 Budget
<b>TOTAL OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5</b>	<b>\$ 246,090</b>	<b>\$282,073</b>
<b>Total Frais de fonctionnement</b>	<b>\$ 25,000</b>	<b>\$26,000</b>
<b>Total Capital</b>		
<b>OVERALL TOTAL</b>	<b><u>\$ 271,090</u></b>	<b><u>\$308,073</u></b>

**OBJECTIF ORGANISATIONNEL: Grand Total | 2018-2019**

<b>OBJECTIF ORGANISATIONNEL GRAND TOTAL</b>		<b>2018 Budget</b>	<b>2019 Budget</b>
	Total Frais de personnel	\$ 2,598,578	\$3,214,209
	Total Frais de fonctionnement	\$1,438,712	\$1,873,981
	Total Capital		\$81,250
	<b>OVERALL TOTAL</b>	<b><u>\$ 4,037,290</u></b>	<b><u>5,169,440</u></b>

<i>BUDGET ESTIMATES BY SOURCE OF FUNDING 2018 &amp; 2019</i>		
	<i>USD\$</i>	<i>USD\$</i>
Personnel	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Australia XB	655,773	680,833
New Zealand XB	75,123	307,431
Programme Support	1,867,682	2,225,945
<b>Subtotal</b>	<b>2,598,578</b>	<b>3,214,209</b>
Operating		
Adaptation Fund		22,500
Australian XB	52,360	63,550
European Union	5,000	5,000
Green Climate Fund		17,500
IUCN	17,300	17,300
New Zealand XB	20,000	53,760
Programme Support	1,344,052	1,775,621
<b>Subtotal</b>	<b>1,438,712</b>	<b>1,955,231</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$4,037,290</b>	<b>\$5,169,440</b>

## ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2018 – CHANGMMENT CLIMATIQUE RESILIENCE | 2018-2019

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2018 - by Targets							
CLIMATE CHANGE							
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	1.1.1	1.1.2	1.2.1	1.3.1	1.4.1	1.5.1	Grand Total
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>							
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>							
Climate Change Adaptation Adviser	20,046		20,046	20,046	20,046	20,046	100,232
Climate Change Adviser	26,312		13,156	13,156	52,625	26,312	131,562
Climate Change Institutional Knowledge Adviser	113,639						113,639
Climate Prediction Services Coordinator				39,340			39,340
CossPac Capacity Development Officer				62,959			62,959
CossPac Climate Traditional Knowledge officer				59,456			59,456
CossPac Climatology officer				70,660			70,660
Director, Climate Change	34,126		34,126	34,126	34,126	34,126	170,631
Knowledge Management Officer	82,448						82,448
Meteorology and Climate Officer	25,405			101,620			127,025
Pacific MetDesk Project Assistant	2,959			11,834			14,793
PI- Global Ocean Observing System Officer	88,971						88,971
Secretary to Director CC/Divisional Assistant	3,155		3,155	3,155	3,155	3,155	15,774
Systems Developer & Analyst				41,644			41,644
Web Applications Developer Specialist				43,376			43,376
<b>Total Personnel Costs</b>	<b>397,062</b>		<b>70,484</b>	<b>501,373</b>	<b>109,952</b>	<b>83,640</b>	<b>1,162,511</b>
<b>II. OPERATING COSTS</b>							
Consultancies	255,547		36,877	181,000			473,424
Direct Funding				190,000			190,000
Other Operational Expenses	48,446	10,612,010	5,106	175,023	-		10,840,586
Travel	35,000			36,000	23,000		94,000
Workshops & Trainings	42,367		5,673	332,599			380,639
<b>Total Operating Costs</b>	<b>381,360</b>	<b>10,612,010</b>	<b>47,656</b>	<b>914,622</b>	<b>23,000</b>	<b>-</b>	<b>11,978,649</b>
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>							
	-	-	-	-	-	-	-
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>778,422</b>	<b>10,612,010</b>	<b>118,140</b>	<b>1,415,995</b>	<b>132,952</b>	<b>83,640</b>	<b>13,141,160</b>
1.1.1	Institutional strengthening programmes supporting mainstreamed and integrated implementation of CCA, DRR & low carbon development (LCD) in budgeted national development plans in at least 3 PICTs.						
1.1.2	Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)						
1.2.1	EBA incorporated into national adaptation plans of at least 3 PICTs						
1.3.1	At least 4 NHMS with climate service frameworks integrated across govt agencies and communities.						
1.4.1	Pacific island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.						
1.5.1	At least 3 PICTs have developed policy for loss and damage						

## ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2019 – CHANGMMENT CLIMATIQUE RESILIENCE | 2018-2019

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEAR 2019 - by Targets							
CLIMATE CHANGE RESILIENCE							
	Budget Estimates						
	1.1.1	1.1.2	1.2.1	1.3.1	1.4.1	1.5.1	Grand Total
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>							
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>							
Climate Change Adaptation Adviser	19,821		19,821	19,821	19,821	19,821	99,107
Climate Change Adviser	30,803		15,402	15,402	61,606	30,803	154,016
Climate Change Institutional Knowledge Adviser	-						-
Climate Prediction Services Coordinator				-			-
CossPac Capacity Development Officer				87,884			87,884
CossPac Climate Traditional Knowledge officer				83,339			83,339
CossPac Climatology officer				90,139			90,139
Director, Climate Change	31,564		31,564	31,564	31,564	31,564	157,822
Knowledge Management Officer	-						-
Meteorology and Climate Officer	20,421			81,682			102,103
Oceanography Officer	-						-
Pacific MetDesk Project Assistant	4,179			16,718			20,897
Project Manager, CISRDP - Vanuatu	111,685						111,685
Secretary to Director CC/Divisional Assistant	3,753		3,753	3,753	3,753	3,753	18,766
Technical and Financial Assistant - CISRDP - Vanuatu	24,944						24,944
Vanuatu - Climate Information Services Officer	101,239						101,239
<b>Total Personnel Costs</b>	<b>348,410</b>	<b>-</b>	<b>70,540</b>	<b>430,303</b>	<b>116,745</b>	<b>85,942</b>	<b>1,051,940</b>
<b>II. OPERATING COSTS</b>							
Consultancies	38,229		80,522				118,751
Direct Funding				190,000			190,000
Other Operational Expenses	44,715	12,753,778	5,106	29,630	200		12,833,429
Travel	40,000				23,000		63,000
Workshops & Trainings	54,367		5,673	40,299			100,339
<b>Total Operating Costs</b>	<b>177,311</b>	<b>12,753,778</b>	<b>91,301</b>	<b>259,929</b>	<b>23,200</b>	<b>-</b>	<b>13,305,519</b>
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>							
	-	-	-	-	-	-	-
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>525,721</b>	<b>12,753,778</b>	<b>161,842</b>	<b>690,232</b>	<b>139,945</b>	<b>85,942</b>	<b>14,357,460</b>
1.1.1 Institutional strengthening programmes supporting mainstreamed and integrated implementation of CCA, DRR & low carbon development (LCD) in budgeted national development plans in at least 3 PICTs.							
1.1.2 Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)							
1.2.1 EBA incorporated into national adaptation plans of at least 3 PICTs							
1.3.1 At least 4 NHMS with climate service frameworks integrated across govt agencies and communities.							
1.4.1 Pacific island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.							
1.5.1 At least 3 PICTs have developed policy for loss and damage							

# ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2018-2019

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2018 - by Targets																														
BIODIVERSITY ECOSYSTEM MANAGEMENT																														
	Budget Estimates																													
	1.2.1	2.1.1	2.1.2	2.1.3	2.1.4	2.1.6	2.2.1	2.2.2	2.2.3	2.2.4	2.3.1	2.3.2	2.3.3	2.3.4	2.4.1	2.4.2	3.1.1	3.1.2	3.1.3	3.2.1	3.2.2	3.2.3	3.2.4	3.3.1	3.4.1	4.2.1	5.1.2.2	Grand Total		
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>																														
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>																														
BEBACC Communications Officer	81,328																											81,328		
ABS Capacity Building Officer								87,621																				87,621		
ABS Project Legal Advisor								100,232																				100,232		
ABS Technical & Financial Officer								21,743																				21,743		
Biodiversity Adviser							20,046		30,070																	40,093	10,023	100,232		
Biodiversity Blue Belt Coordinator							39,839																					39,839		
Bluebelt Finance Officer							3,000																					3,000		
Coastal and Marine Adviser - Coral Reefs				14,303																								14,303		
Coastal and Marine Adviser - EDF11 Supervision					14,303																							14,303		
Coastal and Marine Adviser - MSP, MPAs							107,270																					107,270		
Coastal and Marine Adviser - Oceans BBNJ		7,151																										7,151		
Director, Biodiversity and Ecosystems Management																	25,557	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	23,428	212,978		
Ecosystem Biodiversity Officer							49,500		9,900	29,700																9,900	99,000			
Invasive Species Adviser															149,826													149,826		
PEBACC Fiji Project Officer	18,006																											18,006		
PEBACC Finance & Administration Officer	18,011																											18,011		
PEBACC Project Manager	129,971																											129,971		
PEBACC Solomon Islands Country Manager	103,708																											103,708		
PEBACC Vanuatu Country Manager	136,369																											136,369		
PEBACC Vanuatu Project Officer	18,022																											18,022		
Secretary to Director BEM/Divisional Assistant																	2,247	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	2,060	18,723			
Shark & Ray Conservation Officer	41,069																											41,069		
Threatened & Migratory Species Adviser			29,901								29,901	29,901	29,901	29,901														149,506		
<b>Total Personnel Costs</b>	<b>505,415</b>	<b>48,220</b>	<b>29,901</b>	<b>14,303</b>	<b>14,303</b>		<b>219,655</b>	<b>209,597</b>	<b>39,970</b>	<b>29,700</b>	<b>29,901</b>	<b>29,901</b>	<b>29,901</b>	<b>29,901</b>	<b>149,826</b>		<b>27,804</b>	<b>25,487</b>	<b>40,093</b>	<b>19,923</b>	<b>1,672,211</b>									
<b>II. OPERATING COSTS</b>																														
Consultancies	415,559		123,000		290,000		246,500	45,500		25,000		249,000			70,000	59,400												1,523,959		
Direct Funding							20,000																					20,000		
Other	196,158	1,200	19,250		26,600	2,188,800	72,220	63,411	1,920	11,750	18,520	19,110	26,400	3,000	4,575	1,500										2,510	2,656,924			
Travel		25,818									15,000			6,000														46,818		
Workshop and Trainings	578,747		152,000		90,000		81,100	107,500	8,200	8,800	30,000	24,000	30,000	20,000	69,000	180,778										4,600	1,384,725			
<b>Total Operating Costs</b>	<b>1,190,465</b>	<b>27,018</b>	<b>294,250</b>	<b>-</b>	<b>406,600</b>	<b>2,188,800</b>	<b>419,820</b>	<b>216,411</b>	<b>10,120</b>	<b>45,550</b>	<b>63,520</b>	<b>292,110</b>	<b>56,400</b>	<b>29,000</b>	<b>143,575</b>	<b>241,678</b>	<b>-</b>	<b>7,110</b>	<b>5,632,427</b>											
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>	<b>4,032</b>																											<b>4,032</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>1,699,912</b>	<b>75,238</b>	<b>324,151</b>	<b>14,303</b>	<b>420,903</b>	<b>2,188,800</b>	<b>639,475</b>	<b>426,008</b>	<b>50,090</b>	<b>75,250</b>	<b>93,421</b>	<b>322,011</b>	<b>86,301</b>	<b>58,901</b>	<b>293,401</b>	<b>241,678</b>	<b>27,804</b>	<b>25,487</b>	<b>40,093</b>	<b>27,033</b>	<b>7,308,670</b>									

- 1.2.1 EBA incorporated into national adaptation plans of at least 3 PICTs
- 2.1.1 SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved Information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNJ)
- 2.1.2 By-catch of threatened species in commercial fisheries successfully mitigated in one key PICT fishery.
- 2.1.3 Information on the status of Pacific coral reefs is improved, easily accessed and used to guide more effective planning and management of coral reefs in 20% of PICTs
- 2.1.4 Examples of improved coastal and marine ecosystem analysis have been developed, implemented and made available to Members
- 2.1.6 Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)
- 2.2.1 Protected area (PA) management capacity is improved in at least 20% of PICTs
- 2.2.2 Capacity of PICTs to implement Objective 3 of the Convention on Biological Diversity (CBD) on Access and Benefit Sharing (ABS) is strengthened to enable better national and local management and control of genetic resources
- 2.2.3 The Pacific Islands Roundtable for Nature Conservation (PIRT) effectively coordinates and implements the Framework for Nature Conservation and Protected Areas 2014-2020
- 2.2.4 Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP)
- 2.3.1 An updated MSAP including a new section on sharks and rays is endorsed by all PICTs is used as the basis for the conservation of threatened marine species by PICTs
- 2.3.2 The conservation status of marine turtles is regularly monitored and information shared with Members and partners
- 2.3.3 Members progress the establishment two additional marine sanctuaries in the SPREP region for the protection of threatened species
- 2.3.4 Regional guidelines for best practice for species ecotourism are developed and implemented by at least 2 PICTs.
- 2.4.1 Invasive species management and eradication measures implemented in at least 4 PICTs and a regional support framework is in place
- 2.4.2 Capacity of PICT Pacific Invasive Learning Network members to manage and eradicate invasive species is strengthened through network initiatives
- 3.1.1 20% of legacy wastes are removed from PICTs and at least 3 contaminated sites remediated
- 3.1.2 Funding for marine litter and microplastics secured and high priority actions implemented
- 3.1.3 Residual waste management practices improved in three dump sites and storage facilities
- 3.2.1 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.
- 3.2.2 Regional strategy marine pollution from ship wrecks and derelict vessels
- 3.2.3 Improved and sustained WCP awareness, coordination and engagement through new and existing forums and platforms including educational toolkit for PICTs that includes private sector
- 3.2.4 SPREP has completed nine capacity training needs assessment in PICTs and assessment information incorporated in the Pacific Islands Database (PIDOC)
- 3.3.1 Resource recovery and recycling activities funded and implemented
- 3.4.1 Regional environmental waste monitoring system established implemented in all PICTs
- 4.2.1 PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations
- 5.1.2.2 The Pacific environment profile will be raised at both the regional and international level

# ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2018-2019

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEAR 2019 - by Targets																													
ISLAND AND OCEAN ECOSYSTEMS																													
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	
	2.1.1	2.1.1	2.1.2	2.1.3	2.1.4	2.1.6	2.2.1	2.2.2	2.2.3	2.2.4	2.3.1	2.3.2	2.3.3	2.3.4	2.4.1	2.4.2	3.1.1	3.1.2	3.1.3	3.2.1	3.2.2	3.2.3	3.2.4	3.3.1	3.4.1	4.2.1	5.1.2.2	Budget Estimates Grand Total	
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>																													
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>																													
PEBACC Communications Officer	70,027																											70,027	
ABS Capacity Building Officer									82,338																			82,338	
ABS Project Legal Advisor									109,607																			109,607	
ABS Technical & Financial Officer									20,897																			20,897	
Biodiversity Adviser							20,621				30,932															41,243	10,311	103,107	
Biodiversity Blue Belt Coordinator																													
BIOPAMA Protected Area Officer		82,939																										82,939	
Coastal and Marine Adviser - Coral Reefs				10,005																								10,005	
Coastal and Marine Adviser - EDF11 Supervision					10,005																							10,005	
Coastal and Marine Adviser - MSP, MPAs							75,037																					75,037	
Coastal and Marine Adviser - Oceans BBNJ		5,002																										5,002	
Director, Island and Ocean Ecosystem																	20,440	18,737	18,737	18,737	18,737	18,737	18,737	18,737	18,737	18,737		170,336	
Ecosystem Biodiversity Officer							46,020		9,204	27,612																9,204	92,040		
Invasive Species Adviser															101,224													101,224	
PEBACC Fiji Project Officer	12,299																											12,299	
PEBACC Finance & Administration Officer	12,550																											12,550	
PEBACC Project Manager	103,831																											103,831	
PEBACC Solomon Islands Country Manager	74,602																											74,602	
PEBACC Vanuatu Country Manager	99,497																											99,497	
PEBACC Vanuatu Project Officer	14,431																											14,431	
Project Manager - Intra ACP GCCA + CC in Pacific ACP	108,727																											108,727	
Secretary to Director BEM/Divisional Assistant																	2,618	2,400	2,400	2,400	2,400	2,400	2,400	2,400	2,400	2,400		21,820	
Shark & Ray Conservation Officer	24,139																											24,139	
Threatened & Migratory Species Adviser				20,610									20,610	20,610	20,610	20,610												103,050	
<b>Total Personnel Costs</b>	<b>387,237</b>	<b>220,807</b>	<b>20,610</b>	<b>10,005</b>	<b>10,005</b>	<b>-</b>	<b>141,678</b>	<b>212,842</b>	<b>40,136</b>	<b>27,612</b>	<b>20,610</b>	<b>20,610</b>	<b>20,610</b>	<b>20,610</b>	<b>101,224</b>	<b>-</b>	<b>23,059</b>	<b>21,137</b>	<b>41,243</b>	<b>19,515</b>	<b>1,507,509</b>								
<b>II. OPERATING COSTS</b>																													
Consultancies	241,959		123,000		290,000		189,000	75,500		25,000		168,000			5,000	-											1,500	1,118,959	
Direct Funding																													
Other	153,461	1,800	20,980		23,100	3,796,770	54,420	62,411	2,500	11,750	8,750	25,380	-	6,500	8,375	500										3,700	4,180,487		
Travel	31,818								3,500		7,500	1,000																43,818	
Workshop and Trainings	570,959		91,000		40,000		75,400	81,000	11,400	8,800	-	19,000	-	3,500	10,000	5,000											-	916,059	
<b>Total Operating Costs</b>	<b>966,379</b>	<b>33,618</b>	<b>234,980</b>	<b>-</b>	<b>353,100</b>	<b>3,796,770</b>	<b>318,820</b>	<b>218,911</b>	<b>17,490</b>	<b>45,550</b>	<b>16,250</b>	<b>213,380</b>	<b>-</b>	<b>10,000</b>	<b>23,375</b>	<b>5,500</b>	<b>-</b>	<b>5,200</b>	<b>6,259,324</b>										
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>								2,600																				2,600	
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>1,353,617</b>	<b>254,425</b>	<b>255,590</b>	<b>10,005</b>	<b>363,105</b>	<b>3,796,770</b>	<b>463,098</b>	<b>431,753</b>	<b>57,626</b>	<b>73,162</b>	<b>36,860</b>	<b>233,990</b>	<b>20,610</b>	<b>30,610</b>	<b>124,599</b>	<b>5,500</b>	<b>23,059</b>	<b>21,137</b>	<b>41,243</b>	<b>24,715</b>	<b>7,769,433</b>								
1.2.1	EBA incorporated into national adaptation plans of at least 3 PICTs																												
2.1.1	SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNJ)																												
2.1.2	By-catch of threatened species in commercial fisheries successfully mitigated in one key PICT fishery.																												
2.1.3	Information on the status of Pacific coral reefs is improved, easily accessed and used to guide more effective planning and management of coral reefs in 20% of PICTs																												
2.1.4	Examples of improved coastal and marine ecosystem analysis have been developed, implemented and made available to Members																												
2.1.6	Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)																												
2.2.1	Protected area (PA) management capacity is improved in at least 20% of PICTs																												
2.2.2	Capacity of PICTs to implement Objective 3 of the Convention on Biological Diversity (CBD) on Access and Benefit Sharing (ABS) is strengthened to enable better national and local management and control of genetic resources																												
2.2.3	The Pacific Islands Roundtable for Nature Conservation (PIRNT) effectively coordinates and implements the Framework for Nature Conservation and Protected Areas 2014-2020																												
2.2.4	Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP)																												
2.3.1	An updated MSAP including a new section on sharks and rays is endorsed by all PICTs is used as the basis for the conservation of threatened marine species by PICTs																												
2.3.2	The conservation status of marine turtles is regularly monitored and information shared with Members and partners																												
2.3.3	Members progress the establishment two additional marine sanctuaries in the SPREP region for the protection of threatened species																												
2.3.4	Regional guidelines for best practice for species ecotourism are developed and implemented by at least 2 PICTs.																												
2.4.1	Invasive species management and eradication measures implemented in at least 4 PICTs and a regional support framework is in place																												
2.4.2	Capacity of PICT Pacific Invasive Learning Network members to manage and eradicate invasive species is strengthened through network initiatives																												
3.1.1	20% of legacy wastes are removed from PICTs and at least 3 contaminated sites remediated																												
3.1.2	Funding for marine litter and microplastics secured and high priority actions implemented																												
3.1.3	Residual waste management practices improved in three dump sites and storage facilities																												
3.2.1	3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.																												
3.2.2	Regional strategy marine pollution from ship wrecks and derelict vessels																												
3.2.3	Improved and sustained WCP awareness, coordination and engagement through new and existing forums and platforms including educational toolkit for PICTs that includes private sector																												
3.2.4	SPREP has completed nine capacity training needs assessment in PICTs and assessment information incorporated in the Pacific Islands Database (PIDOC)																												
3.3.1	Resource recovery and recycling activities funded and implemented																												
3.4.1	Regional environmental waste monitoring system established implemented in all PICTs																												
4.2.1	PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations																												
5.1.2.2	The Pacific environment profile will be raised at both the regional and international level																												

# ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 – GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2018-2019

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2018 - by Targets														
WASTE MANAGEMENT AND POLLUTION CONTROL														
	Budget Estimates													
	2.1.5	3.1.1	3.1.2	3.1.3	3.1.4	3.2.1	3.2.2	3.2.3	3.2.4	3.2.5	3.3.1	3.4.1	Grand Total	
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>														
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>														
Director, Waste Management & Pollution Control		17,449	19,036	17,449		17,449	17,449	17,449	17,449		17,449	17,449	158,631	
Hazardous Waste Management Adviser		17,248	5,749	11,499		11,499		17,248	11,499	11,499	17,248	11,499	114,990	
Pollution Adviser	12,425	24,850	24,850			6,213	24,850	12,425	12,425				124,250	
Secretary to Director WMPC/Divisional Assistant		1,893	1,735	1,735		1,735	1,735	1,735	1,735		1,735	1,735	15,774	
Solid Waste Management Adviser		15,026	5,009	10,018		15,026		15,026	15,026		10,018	15,026	100,175	
<b>Total Personnel Costs</b>	<b>12,425</b>	<b>76,467</b>	<b>56,379</b>	<b>40,701</b>		<b>51,922</b>	<b>44,035</b>	<b>63,884</b>	<b>58,135</b>	<b>11,499</b>	<b>46,451</b>	<b>51,922</b>	<b>513,820</b>	
<b>II. OPERATING COSTS</b>														
Consultancies		10,000	95,000										105,000	
Other	1,800	4,250	9,500		2,000,000	1,217	9,100	3,658	1,446		880	720	2,032,572	
Travel		15,000											15,000	
Workshop_and Trainings	18,000	12,500				12,174	70,000	14,580	14,464		8,800	5,200	155,718	
<b>Total Operating Costs</b>	<b>19,800</b>	<b>41,750</b>	<b>104,500</b>	<b>-</b>	<b>2,000,000</b>	<b>13,391</b>	<b>79,100</b>	<b>18,238</b>	<b>15,910</b>	<b>-</b>	<b>9,680</b>	<b>5,920</b>	<b>2,308,290</b>	
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>		<b>5,000</b>										<b>2,000</b>	<b>7,000</b>	
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>32,225</b>	<b>123,217</b>	<b>160,879</b>	<b>40,701</b>	<b>2,000,000</b>	<b>65,314</b>	<b>123,135</b>	<b>82,122</b>	<b>74,045</b>	<b>11,499</b>	<b>56,131</b>	<b>59,842</b>	<b>2,829,110</b>	
2.1.5 Ballast water management strategy implemented in Pacific island countries														
3.1.1 20% of legacy wastes are removed from PICTs and at least 3 contaminated sites remediated														
3.1.2 Funding for marine litter and microplastics secured and high priority actions implemented														
3.1.3 Residual waste management practices improved in three dump sites and storage facilities														
3.1.4 Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)														
3.2.1 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.														
3.2.2 Regional strategy marine pollution from ship wrecks and derelict vessels														
3.2.3 Improved and sustained WCP awareness, coordination and engagement through new and existing forums and platforms including educational toolkit for PICTs that includes private sector														
3.2.4 SPREP has completed nine capacity training needs assessment in PICTs and assessment information incorporated in the Pacific Islands Database (PIDOC)														
3.2.5 3 PICTs have established integrated synergistic approaches to manage chemicals and hazardous wastes using the BRS, Minamata and Waigani Conventions														
3.3.1 Resource recovery and recycling activities funded and implemented														
3.4.1 Regional environmental waste monitoring system established implemented in all PICTs														

# ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2018-2019

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEAR 2019 - by Targets													
WASTE MANAGEMENT AND POLLUTION CONTROL													
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	2.1.5	3.1.1	3.1.2	3.1.3	3.1.4	3.2.1	3.2.2	3.2.3	3.2.4	3.2.5	3.3.1	3.4.1	Grand Total
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>													
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>													
Director, Waste Management & Pollution Control		16,700	18,219	16,700		16,700	16,700	16,700	16,700		16,700	16,700	151,822
Hazardous Waste Management Adviser		23,120	7,707	15,414		15,414		23,120	15,414	15,414	23,120	15,414	154,135
PACWASTE Plus Project Manager					120,614								120,614
Pollution Adviser	12,009	24,018	24,018			6,005	24,018	12,009	12,009			6,005	120,091
Secretary to Director WMPC/Divisional Assistant		2,252	2,064	2,064		2,064	2,064	2,064	2,064		2,064	2,064	18,766
Solid Waste Management Adviser		14,407	4,802	9,605		14,407		14,407	14,407		9,605	14,407	96,050
<b>Total Personnel Costs</b>	<b>12,009</b>	<b>80,498</b>	<b>56,810</b>	<b>43,783</b>	<b>120,614</b>	<b>54,590</b>	<b>42,783</b>	<b>68,301</b>	<b>60,595</b>	<b>15,414</b>	<b>51,490</b>	<b>54,590</b>	<b>661,478</b>
<b>II. OPERATING COSTS</b>													
Consultancies		10,000	40,000										50,000
Other	1,600	3,000	4,000		3,161,834	434	9,100	3,470	563		1,377	540	3,185,918
Travel		20,000											20,000
Workshop_and Trainings	16,000	-				4,340	70,000	12,700	5,630		13,768	5,400	127,838
<b>Total Operating Costs</b>	<b>17,600</b>	<b>33,000</b>	<b>44,000</b>	<b>-</b>	<b>3,161,834</b>	<b>4,774</b>	<b>79,100</b>	<b>16,170</b>	<b>6,193</b>	<b>-</b>	<b>15,145</b>	<b>5,940</b>	<b>3,383,756</b>
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>29,609</b>	<b>113,498</b>	<b>100,810</b>	<b>43,783</b>	<b>3,282,449</b>	<b>59,364</b>	<b>121,883</b>	<b>84,471</b>	<b>66,788</b>	<b>15,414</b>	<b>66,635</b>	<b>60,530</b>	<b>4,045,234</b>
2.1.5	Ballast water management strategy implemented in Pacific island countries												
3.1.1	20% of legacy wastes are removed from PICTs and at least 3 contaminated sites remediated												
3.1.2	Funding for marine litter and microplastics secured and high priority actions implemented												
3.1.3	Residual waste management practices improved in three dump sites and storage facilities												
3.1.4	Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)												
3.2.1	3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.												
3.2.2	Regional strategy marine pollution from ship wrecks and derelict vessels												
3.2.3	Improved and sustained WCP awareness, coordination and engagement through new and existing forums and platforms including educational toolkit for PICTs that includes private sector												
3.2.4	SPREP has completed nine capacity training needs assessment in PICTs and assessment information incorporated in the Pacific Islands Database (PIDOC)												
3.2.5	3 PICTs have established integrated synergistic approaches to manage chemicals and hazardous wastes using the BRS, Minamata and Waigani Conventions												
3.3.1	Resource recovery and recycling activities funded and implemented												
3.4.1	Regional environmental waste monitoring system established implemented in all PICTs												

## ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 – GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE | 2018-2019

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2018 - by Targets																
ENVIRONMENTAL MONITORING AND GOVERNANCE																
	Budget Estimates															
	1.4.1	2.1.1	2.2.1	2.2.2	2.2.4	3.2.1	4.1.1	4.2.1	4.3.1	4.4.1	4.5.1	5.2.1.1	5.3.2.2	5.3.4.1	5.5.2.1	Grand Total
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>																
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>																
Director, Environment Monitoring & Governance							40,158	40,158	40,158	40,158						160,631
Environmental Planning Officer		9,400					75,200					9,400				94,000
Legal Adviser		6,572		19,717		6,572		32,861				6,572	26,289		32,861	131,446
Monitoring Specialist, INFORM									205,442							205,442
Planning & Capacity Development Adviser							110,990									110,990
Project Manager, INFORM									100,232							100,232
Secretary to Director EMG/Divisional Assistant							4,157	4,157	4,157	4,157	4,157					20,784
Spatial Planning Officer			125,152													125,152
Support Officer - Systems & Web Specialist, INFORM									102,721							102,721
Support Officer-Techn & Finance, INFORM									13,643							13,643
<b>Total Personnel Costs</b>	-	15,972	125,152	19,717	-	6,572	230,504	77,176	466,353	44,315	4,157	15,972	26,289	-	32,861	1,065,040
<b>II. OPERATING COSTS</b>																
Consultancies							24,000		73,333	10,000						107,333
Other	1,500						21,514	13,033	239,629	2,500			500			278,676
Travel	15,000								48,889	15,000						78,889
Workshop_and_Trainings			5,050		5,050		56,000	40,000	50,556					5,000		161,656
<b>Total Operating Costs</b>	16,500	-	5,050	-	5,050	-	101,514	53,033	412,407	27,500	-	-	-	5,500	-	626,554
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>	-	-	-	-	-	-	-	2,000	14,625	-	-	-	-	-	-	16,625
<b>GRAND TOTAL</b>	16,500	15,972	130,202	19,717	5,050	6,572	332,018	132,209	893,385	71,815	4,157	15,972	26,289	5,500	32,861	1,708,220
1.4.1 Pacific island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.																
2.1.1 SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved Information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNU)																
2.2.1 Protected area (PA) management capacity is improved in at least 20% of PICTs																
2.2.2 Capacity of PICTs to implement Objective 3 of the Convention on Biological Diversity (CBD) on Access and Benefit Sharing (ABS) is strengthened to enable better national and local management and control of genetic resources																
2.2.4 Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).																
3.2.1 3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution																
4.1.1 Improved PICT capacity for integrated planning, including use of EIA, SEA, and spatial planning tools																
4.2.1 PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations																
4.3.1 PICTs have functional data collection, data storage monitoring systems																
4.4.1 PICs have increased access to funding that enables them to plan and implement responses to national environmental priorities and international and regional commitments.																
4.5.1 Information on the values of integrating traditional knowledge (TK) with science as the basis for decision making are better understood by SPREP Members and articulated in policy																
5.2.1.1 SPREP technical and supporting corporate services collaborate with Members to design programmes and projects.																
5.3.2.2 Fiduciary systems ensure that financial management is accurate and has integrity																
5.3.4.1 SPREP achieves a portfolio of at least 4 approved projects/programs as an RIE																
5.5.2.1 SPREP has built an organisation culture that supports empowerment and high-performance																

## ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 – GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE | 2018-2019

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEAR 2019 - by Targets													
ENVIRONMENTAL MONITORING AND GOVERNANCE													
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	1.4.1	2.1.1	2.2.1	2.2.4	3.2.1	4.1.1	4.2.1	4.3.1	4.4.1	4.5.1	5.2.1.1	5.3.4.1	
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>	<b>1.4.1</b>	<b>2.1.1</b>	<b>2.2.1</b>	<b>2.2.4</b>	<b>3.2.1</b>	<b>4.1.1</b>	<b>4.2.1</b>	<b>4.3.1</b>	<b>4.4.1</b>	<b>4.5.1</b>	<b>5.2.1.1</b>	<b>5.3.4.1</b>	
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>													
Director, Environment Monitoring & Governance						40,386	40,386	40,386	40,386				161,544
Environmental Planning Officer		10,346				82,771					10,346		103,464
Financial and Technical Assistant, INFORM								21,283					21,283
Monitoring Specialist, INFORM								177,087					177,087
Planning & Capacity Development Adviser						160,902							160,902
Project Manager, INFORM								111,350					111,350
Secretary to Director EMG/Divisional Assistant						4,029	4,029	4,029	4,029	4,029			20,144
Spatial Planning Officer			-										-
Support Officer - Systems & Web Specialist, INFORM								88,938					88,938
<b>Total Personnel Costs</b>	<b>-</b>	<b>10,346</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>288,088</b>	<b>44,415</b>	<b>443,073</b>	<b>44,415</b>	<b>4,029</b>	<b>10,346</b>	<b>-</b>	<b>844,712</b>
<b>II. OPERATING COSTS</b>													
Consultancies						-		300,000	10,000				310,000
Other	1,500					12,213	13,033	117,500	2,500			500	147,246
Travel	15,000							155,000	15,000				185,000
Workshop_and Trainings			5,050	5,050		58,500	40,000	130,000				5,000	243,600
<b>Total Operating Costs</b>	<b>16,500</b>	<b>-</b>	<b>5,050</b>	<b>5,050</b>	<b>-</b>	<b>70,713</b>	<b>53,033</b>	<b>702,500</b>	<b>27,500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5,500</b>	<b>885,846</b>
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,000</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>16,500</b>	<b>10,346</b>	<b>5,050</b>	<b>5,050</b>	<b>-</b>	<b>358,801</b>	<b>99,448</b>	<b>1,145,573</b>	<b>71,915</b>	<b>4,029</b>	<b>10,346</b>	<b>5,500</b>	<b>1,732,558</b>
1.4.1	Pacific island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.												
2.1.1	SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNJ)												
2.2.1	Protected area (PA) management capacity is improved in at least 20% of PICTs												
2.2.4	Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).												
3.2.1	3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution												
4.1.1	Improved PICT capacity for integrated planning, including use of EIA, SEA, and spatial planning tools												
4.2.1	PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations												
4.3.1	PICTs have functional data collection, data storage monitoring systems												
4.4.1	PICs have increased access to funding that enables them to plan and implement responses to national environmental priorities and international and regional commitments.												
4.5.1	Information on the values of integrating traditional knowledge (TK) with science as the basis for decision making are better understood by SPREP Members and articulated in policy												
5.2.1.1	SPREP technical and supporting corporate services collaborate with Members to design programmes and projects.												
5.3.4.1	SPREP achieves a portfolio of at least 4 approved projects/programs as an RIE												

# ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2018 - DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2018 - by Targets																					
EXECUTIVE MANAGEMENT & CORPORATE SUPPORT																					
	Budget Estimates																				
	1.4.1	2.2.4	4.1.1	4.4.1	5.1.1.1	5.1.1.2	5.1.2.1	5.1.2.2	5.1.3.1	5.2.1.1	5.3.1.1	5.3.2.1	5.3.2.2	5.3.2.3	5.3.2.4	5.3.3.1	5.3.4.1	5.3.5.1	5.5.1.1	5.5.2.1	Budget Estimates Total
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>																					
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>																					
Administration & Conference Officer													17,774								17,774
Assistant Human Resources Officer					24,302															19,884	44,186
Assistant Records & Archives Officer					8,332	9,781															18,113
Corporate Serv Assistant					9,077														7,426		16,503
DDG												125,281							39,562		164,843
Driver/Clerk												220,210							69,540		289,750
Ex Ass DDG													13,213								13,213
Ex Ass DG													22,113						6,983		29,096
Executive Officer																			5,025		20,939
Finance and Administration Adviser											20,900	66,183									87,083
Finance Officer - Projects											40,333		40,333						20,167		100,833
Finance Officer - Accounts Payables															13,202				3,301		16,503
Finance Officer - Bank Reconciliations																					15,374
Finance Officer - Payroll & Accounts Receivables																					15,374
Finance Officer - Projects																				3,218	15,374
Finance Officer Data Processing																					15,374
Finance Officer Travel																					15,374
Financial Accountant											35,022									17,511	87,556
Groundsman																					15,757
Human Resource adviser																				62,905	114,372
Human Resources Officer																			39,350	51,467	71,546
Information Management Officer					10,431	12,245															22,675
Information Resource Centre & Archives Manager					53,189	62,440															115,629
Internal Auditor														131,524							131,524
IT Assistant														18,337							18,337
IT Manager														149,048							149,048
IT Networks & System Support Engineer														109,827							109,827
Manager PCU																		91,574			91,574
Media & Public Relations Officer					69,231			29,670													98,901
Monitoring and Evaluation Adviser														91,981							91,981
Procurement Assistant														17,274							17,274
Procurement Officer														72,546							72,546
Project Accountant																			25,928		129,642
Property Services Officer																					28,834
Registry and Archives officer					12,915	15,161															28,075
Solid Waste Management Expert - FSM												12,474	39,499								51,973
SPREP Techn expert (water Sector)-RMI												10,272	32,526								42,798
Systems Developer & Analyst												41,644									41,644
Teaperson/Cleaner																					16,848
Web Applications Developer Specialist													43,376								43,376
<b>Total Personnel Costs</b>	-	-	-	-	187,476	99,626	-	29,670	362,232	-	119,001	613,707	465,996	129,787	-	121,111	91,574	70,125	102,255	110,973	2,503,532
<b>II. OPERATING COSTS</b>																					
Consultancies				40,000	8,000							15,000							10,000		73,000
Other	1,250		1,250	4,250	53,000	69,125	1,500	20,800	48,550	3,250	512,700	53,600	16,280		405,047			3,750	13,000	12,000	1,219,352
Travel	10,000		12,500			5,000					12,000		40,000			90,000			25,000		194,500
Workshop_and_Trainings	2,500			2,500		1,000						5,000							2,500		13,500
<b>Total Operating Costs</b>	13,750	-	13,750	46,750	61,000	75,125	1,500	32,800	48,550	3,250	532,700	93,600	16,280	-	405,047	90,000	41,250	-	13,000	12,000	1,500,352
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>	-	7,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,000
<b>GRAND TOTAL</b>	13,750	7,000	13,750	46,750	248,476	174,751	1,500	62,470	410,782	3,250	651,701	707,307	482,276	129,787	405,047	211,111	132,824	70,125	115,255	122,973	4,010,884
1.4.1 Pacific island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.																					
2.2.4 Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).																					
4.1.1 Improved PICT capacity for integrated planning, including use of EIA, SEA, and spatial planning tools																					
4.4.1 PICs have increased access to funding that enables them to plan and implement responses to national environmental priorities and international and regional commitments.																					
5.1.1.1 SPREP information and knowledge management resources and products (IKMRP) are available and easily accessible by the public and SPREP stakeholders																					
5.1.1.2 Improved SPREP knowledge management practices and updated ICIT service platforms are operational																					
5.1.2.1 Increased understanding of the role of the media in sharing information about the Pacific environment.																					
5.1.2.2 The Pacific environment profile will be raised at both the regional and international level																					
5.1.3.1 Establishment of the ICIT unit and the integration and interoperability of at least 20% of SPREP's existing systems including the Project Management Information System (PMIS)																					
5.2.1.1 SPREP technical and supporting corporate services collaborate with Members to design programmes and projects.																					
5.3.1.1 A Net Surplus sustained in Financial Performance and a reduction in Negative Reserve																					
5.3.2.1 Risks properly identified and mitigate																					
5.3.2.2 Fiduciary systems ensure that financial management is accurate and has integrity																					
5.3.2.3 Donors and partners endorse and accept all relevant project financial reports																					
5.3.2.4 Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)																					
5.3.3.1 Priority existing partners converted to long term sustained partnerships that actively support delivery of the Regional Goals, and new donors engaged																					
5.3.4.1 SPREP achieves a portfolio of at least 4 approved projects/programs as an RIE																					
5.3.5.1 Effective implementation and utilisation of the 'Cost Recovery Policy'																					
5.5.1.1 SPREP has endorsed a People Strategy that promotes ethical standards and effective governance and leadership to attract, develop, motivate and retain staff of the highest calibre.																					
5.5.2.1 SPREP has built an organisation culture that supports empowerment and high-performance																					

# ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2019 - DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEAR 2019 - by Targets EXECUTIVE MANAGEMENT & CORPORATE SUPPORT																									
	Budget Estimates																								
	1.3.1	1.4.1	2.1.1	2.2.2	2.2.4	3.2.1	4.2.1	5.1.1.1	5.1.1.2	5.1.2.1	5.1.2.2	5.1.3.1	5.2.1.1	5.2.2.1	5.3.1.1	5.3.2.1	5.3.2.2	5.3.2.3	5.3.2.4	5.3.3.1	5.3.4.1	5.3.5.1	5.5.1.1	5.5.2.1	Grand Total
<b>IMPLEMENTATION COSTS</b>																									
<b>I. PERSONNEL COSTS</b>																									
Accountant																									24,063
Administration & Conference Officer																									24,063
Assistant Human Resources Officer																									18,641
Bluebelt Finance Officer																									-
DDG																									215,585
DDG2																									215,585
DG																									329,987
Director Finance and Administration																									132,930
Director Human Resource																									128,421
Driver/Clerk																									16,047
Ex Ass DDG																									23,060
Ex Ass DG																									22,478
Executive Officer																									80,104
Finance Officer - Projects																									22,245
Finance Officer - Accounts Payables																									15,360
Finance Officer - Bank Reconciliations																									15,360
Finance Officer - Payroll & Accounts Receivables																									15,360
Finance Officer - Projects																									15,360
Finance Officer Data Processing																									16,222
Finance Officer Travel																									16,222
Financial Accountant																									110,568
Groundsman																									18,211
HR Assistant																									18,000
HR Assistant																									8,100
Human Resources Officer																									90,923
Information Management Officer																									18,683
Information Resource Centre & Archives Manager																									91,772
Internal Auditor																									103,248
IT Assistant																									21,394
IT Manager																									121,403
IT Networks & System Support Engineer																									112,253
Legal Adviser																									7,197
Manager PCU																									28,789
Media & Public Relations Officer																									111,727
Monitoring and Evaluation Adviser																									35,987
PDS - CCM																									100,865
PDS - CRA																									96,179
Procurement Assistant																									94,107
Procurement Officer																									-
Project Accountant																									95,923
Project Implementation Support Officer																									123,709
Property Services Officer																									20,897
Records and Archives Assistant																									30,927
Registry and Archives officer																									23,242
Solid Waste Management Expert - FSM																									7,019
SPREP Techn expert (water Sector)-RMI																									8,240
Systems Developer & Analyst																									10,217
Teaperson/Cleaner																									11,993
Web Applications Developer Specialist																									10,952
																									34,682
																									11,016
																									34,884
																									19,507
																									47,262
<b>Total Personnel Costs</b>	<b>103,911</b>	<b>-</b>	<b>7,197</b>	<b>21,592</b>	<b>-</b>	<b>7,197</b>	<b>35,987</b>	<b>171,335</b>	<b>79,880</b>	<b>-</b>	<b>30,260</b>	<b>358,961</b>	<b>7,197</b>	<b>96,179</b>	<b>138,592</b>	<b>743,533</b>	<b>504,953</b>	<b>153,792</b>	<b>-</b>	<b>193,607</b>	<b>336,838</b>	<b>87,148</b>	<b>120,640</b>	<b>161,433</b>	<b>3,360,232</b>
<b>II. OPERATING COSTS</b>																									
Consultancies																									8,000
Other																									58,200
Travel																									69,125
Workshop_and_Trainings																									5,000
<b>Total Operating Costs</b>	<b>-</b>	<b>20,000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>75,200</b>	<b>75,125</b>	<b>7,500</b>	<b>32,800</b>	<b>41,750</b>	<b>9,250</b>	<b>571,900</b>	<b>143,600</b>	<b>6,960</b>	<b>-</b>	<b>475,936</b>	<b>-</b>	<b>397,260</b>	<b>-</b>	<b>13,500</b>	<b>12,500</b>	<b>-</b>	<b>1,883,281</b>
<b>III. CAPITAL EXPENDITURE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7,000</b>	<b>-</b>	<b>72,000</b>	<b>9,000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>88,250</b>															
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>103,911</b>	<b>20,000</b>	<b>7,197</b>	<b>21,592</b>	<b>7,000</b>	<b>7,197</b>	<b>35,987</b>	<b>246,535</b>	<b>155,005</b>	<b>7,500</b>	<b>63,060</b>	<b>400,711</b>	<b>16,447</b>	<b>96,179</b>	<b>782,492</b>	<b>896,133</b>	<b>511,913</b>	<b>153,792</b>	<b>475,936</b>	<b>193,607</b>	<b>734,348</b>	<b>87,148</b>	<b>134,140</b>	<b>173,933</b>	<b>5,331,763</b>

- 1.3.1 At least 4 NHMS with climate service frameworks integrated across govt agencies and communities.
- 1.4.1 Pacific Island Members are supported with information and technical assistance to improve their national systems for accreditation and access to climate finance.
- 2.1.1 SPREP Members, other regional organisations and partners have easy access to improved information on sustainable use and conservation of ocean resources and biodiversity beyond national jurisdictions (BBNJ)
- 2.2.2 Capacity of PICTs to implement Objective 3 of the Convention on Biological Diversity (CBD) on Access and Benefit Sharing (ABS) is strengthened to enable better national and local management and control of genetic resources
- 2.4 Data, information and knowledge on PAs in PICTs are improved, used and easily accessed by Members and partners through the Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP).
- 3.2.1.3 PICTs have established sustainable financing to manage waste chemicals and pollution.
- 4.2.1 PICTs have policies and laws linked to national databases enabling them to implement their major international obligations
- 5.1.1.1 SPREP information and knowledge management resources and products (IKMRP) are available and easily accessible by the public and SPREP stakeholders
- 5.1.1.2 Improved SPREP knowledge management practices and updated ICIT service platforms are operational
- 5.1.2.1 Increased understanding of the role of the media in sharing information about the Pacific environment.
- 5.1.2.2 The Pacific environment profile will be raised at both the regional and international level
- 5.1.3.1 Establishment of the ICIT unit and the integration and interoperability of at least 20% of SPREP's existing systems including the Project Management Information System (PMIS)
- 5.2.1.1 SPREP technical and supporting corporate services collaborate with Members to design programmes and projects.
- 5.3.1.1 A Net Surplus sustained in Financial Performance and a reduction in Negative Reserve
- 5.3.2.1 Risks properly identified and mitigate
- 5.3.2.2 Fiduciary systems ensure that financial management is accurate and has integrity
- 5.3.2.3 Donors and partners endorse and accept all relevant project financial reports
- 5.3.2.4 Projects in the pipeline (likely to be signed in 2017)
- 5.3.3.1 Priority existing partners converted to long term sustained partnerships that actively support delivery of the Regional Goals, and new donors engaged
- 5.3.4.1 SPREP achieves a portfolio of at least 4 approved projects/programs as an RIE
- 5.3.5.1 Effective implementation and utilisation of the 'Cost Recovery Policy'
- 5.5.1.1 SPREP has endorsed a People Strategy that promotes ethical standards and effective governance and leadership to attract, develop, motivate and retain staff of the highest calibre.
- 5.5.2.1 SPREP has built an organisation culture that supports empowerment and high-performance







